

Priorité à l'alimentation

La FAO et les huit objectifs du Millénaire pour le développement

LA **FAO** ET LES
HUIT OBJECTIFS DU
MILLENAIRE POUR
LE DÉVELOPPEMENT



www.fao.org

Priorité à l'alimentation

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de la communication, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

En 2009, le nombre de personnes souffrant de la faim était d'environ un milliard. Quelle que soit la manière de le dire pour être compris par tous – une personne sur six a faim, un enfant meurt de faim toutes les six secondes –, il est quasiment impossible de se faire une image mentale de ce qu'est vraiment la faim à cette échelle.

En mai 2010, la FAO a lancé sa campagne baptisée « 1 milliard d'affamés », une pétition en ligne contre la faim. Son but: attirer l'attention du monde sur cette situation intolérable par l'intermédiaire des réseaux sociaux et inspirer une indignation populaire telle qu'elle parvienne aux oreilles et touche le cœur des dirigeants de la planète en mesure d'agir pour stopper ce fléau.

Malgré l'engagement solennel des dirigeants mondiaux, qui ont fait de l'élimination de la faim et de la pauvreté leur tout premier objectif du Millénaire pour le développement, la volonté politique et les ressources financières n'ont pas été à la hauteur de l'enjeu. Aujourd'hui, aux deux tiers du parcours vers le bilan final, la réalité est tragique: nous sommes en retard par rapport à l'objectif fixé, pour la même raison que celle que nous venons de mentionner, c'est-à-dire le manque de volonté politique et de moyens financiers.

Notre monde est confronté à une croissance rapide de la demande de produits agricoles alors même que les changements climatiques affectent notre capacité de produire de la nourriture. Cette posture difficile nous fait mieux comprendre l'importance des interdépendances. Au premier abord, les huit objectifs du Millénaire pour le développement semblent autonomes, chacun occupant sa propre sphère. Mais en réalité toutes ces sphères se touchent et les progrès accomplis dans la réalisation de l'une d'entre elles contribueront à la réalisation des autres. Dans le cadre de son mandat, la FAO a acquis une expérience et des compétences de premier plan, non seulement pour lutter contre la pauvreté et la faim et préserver durablement l'environnement mais aussi, comme le présent rapport le montre, pour établir des liens entre les différentes composantes de l'univers des OMD.

La FAO réaffirme son engagement à appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques qui doivent être mises en place à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société – aux plans national, régional et mondial – pour que toutes les ressources voulues soient mobilisées. Le fait que la faim et la malnutrition soient un phénomène essentiellement rural et que l'agriculture constitue le principal moyen d'existence de 70 pour cent des pauvres dans le monde place l'agriculture et les activités de la FAO au centre de notre effort mondial pour réaliser les OMD.

La FAO continuera d'aider ses États membres à relever ce défi et à travailler sans relâche pour mieux cibler et améliorer l'efficacité de ses activités et programmes, en vue de contribuer avec succès à la réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.



Dr Jacques Diouf, Directeur général
Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture



LE CONTEXTE EN 2010

2000

Les Nations Unies adoptent les OMD. La planète compte 6,1 milliards d’habitants.

2010

Les Nations Unies se réunissent pour faire le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des OMD. La population mondiale atteint 6,9 milliards d’individus, soit une augmentation de 13 pour cent.

2015

Les Nations Unies se réunissent pour dresser le bilan définitif des OMD. La planète devrait compter 7,3 milliards d’individus, soit une augmentation de 20 pour cent en quinze ans. Il faut nourrir 1,2 milliard de personnes supplémentaires.

La population. L’accroissement rapide de la population mondiale pèse sur tous les aspects de l’existence humaine et se superpose à tous les efforts déployés pour atteindre les OMD. L’agriculture est confrontée comme aucun autre secteur à une telle contrainte, d’autant que la population mondiale pourrait dépasser neuf milliards d’individus d’ici à 2050. Elle doit en effet composer avec une base de ressources finie tout en trouvant de nouveaux moyens d’accroître la production agricole de près de 70 pour cent afin de nourrir ces milliards de personnes supplémentaires. Mais si l’on ramène la question des disponibilités alimentaires mondiales au niveau des ménages, on voit plus clairement que le problème principal est posé par les divers aspects de la sécurité alimentaire que sont l’accès, l’utilisation et la stabilité. Il est donc essentiel de promouvoir le droit de chaque personne à la nourriture dans la lutte contre la faim et la pauvreté.

L’écart urbain – rural. La population mondiale compte 50 pour cent d’individus qui vivent désormais dans des zones urbaines et achètent ce qu’ils consomment au lieu de le produire. Fournir des produits alimentaires sains, nutritifs et bon marché représente une contrainte pour les chaînes d’approvisionnement et de distribution, notamment dans les villes des pays en développement où les citoyens dépensent plus pour leur alimentation que dans les zones rurales tout en consommant moins de produits caloriques. Soixante-quinze pour cent des pauvres des pays en développement vivent encore dans des zones rurales.

Le climat. Le changement climatique influe sur la fréquence des événements climatiques extrêmes, modifie les modes de croissance des plantes agricoles et a une incidence sur la distribution des organismes nuisibles, des adventices et des maladies qui menacent les cultures et les élevages. Au total, les effets du changement climatique sur l’agriculture et la sécurité alimentaire devraient être de plus en plus négatifs, en particulier dans des régions déjà vulnérables aux catastrophes liées au climat et à l’insécurité alimentaire.

La nutrition. L’accroissement de la production agricole doit aller de pair avec l’amélioration de la nutrition. Les risques sanitaires de la malnutrition sont particulièrement aigus parmi ceux qui dépensent plus de 60 pour cent de leurs revenus pour se nourrir et qui sont souvent contraints d’adopter des régimes alimentaires appauvris pour des motifs économiques. La malnutrition frappe également l’enfant en bas âge car elle peut retarder en permanence son développement physique et mental. On notera que certains pays en développement ont connu à la fois une croissance agricole impressionnante et une augmentation de la malnutrition.

L’économie et le commerce. Étant beaucoup plus intégrés dans le système commercial et financier mondialisé que dans le passé, les pays en développement subissent les effets négatifs des crises économiques des pays développés de diverses façons : augmentation de la dette, réduction des investissements directs privés, des exportations, des flux financiers et de l’aide publique au développement, sans oublier la diminution des envois de fonds des travailleurs migrants. Le phénomène de la mondialisation du commerce prenant de l’ampleur, la nécessité d’aider les pays en développement à mettre en place leurs infrastructures commerciales devient évidente.

La résilience. Pendant les crises, comme celle provoquée par la flambée des prix en 2007–2008, les pauvres sont souvent obligés de vendre leurs actifs et de réduire leurs dépenses en matière d’éducation, de santé et d’alimentation, ce qui leur laisse peu de moyens pour affronter une autre crise. Ce fut le cas lorsque la crise économique mondiale de 2009 a frappé de plein fouet les pauvres qui avaient épuisé leurs stratégies d’adaptation pendant la crise due à la flambée des prix alimentaires. Le nombre de personnes souffrant de la faim chronique a alors dépassé le seuil d’un milliard pour la première fois dans l’histoire de l’humanité.

Les urgences et les crises prolongées. Si 200 millions de personnes sont victimes de catastrophes naturelles chaque année, le nombre et l’ampleur des urgences alimentaires liées à des conflits sont en augmentation. Des liens étroits existent entre les situations d’urgence et l’insécurité alimentaire d’une part, et les catastrophes dues à l’homme ou aux éléments naturels d’autre part, et ces liens se renforcent souvent mutuellement. Dans de nombreux pays, les situations d’urgence sont récurrentes et peuvent se transformer en facteurs structurels prolongés qui font obstacle au développement et aux efforts déployés pour éliminer la pauvreté.

Les participants au Sommet du Millénaire ont fait de l’élimination de la pauvreté et de la faim leur objectif numéro un tout en mettant l’accent sur deux points principaux:

- sans progrès rapide dans l’élimination de la faim, la réalisation de tous les autres OMD sera difficile, voire impossible;
- la lutte pour éliminer la faim et réaliser les autres OMD sera gagnée ou perdue dans les zones rurales où vit la grande majorité des personnes souffrant de la faim dans le monde.

Aujourd’hui, alors que dix ans viennent de s’écouler depuis le début du processus, la réalité est plus évidente que jamais: l’alimentation est une priorité première.

L'APPROCHE DE LA FAO RELATIVE AUX OMD: PRIORITÉ À L'ALIMENTATION

INTRODUCTION

Depuis plus de soixante ans, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) conduit les efforts déployés au niveau mondial pour éliminer la faim en se concentrant sur les moyens d'améliorer la production agricole et l'existence des populations rurales tout en s'efforçant de les promouvoir dans une société mondialisée. En vertu de son mandat, la FAO joue un rôle de premier plan dans les activités qui ont pour but de protéger l'environnement, de veiller à ce que les aliments produits soient propres à la consommation et de s'assurer que chaque individu dispose de ressources suffisantes pour mener une vie saine.

En 1996, lors du premier Sommet mondial de l'alimentation (SMA), les membres de la FAO ont rédigé la Déclaration de Rome dans laquelle ils s'engageaient à réduire de moitié le nombre des personnes souffrant de la faim d'ici à 2015. Quatre ans plus tard, les participants au Sommet du Millénaire réaffirmaient les engagements du SMA et déclaraient que la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim serait l'objectif numéro un parmi les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Lorsque les OMD ont été définis, la FAO a estimé que près de 840 millions de personnes souffraient de faim chronique. En 2009, malgré les efforts concertés d'une communauté mondiale qui reconnaît que la faim et la malnutrition sont les causes profondes de la pauvreté, de l'analphabétisme, de la maladie et de la mortalité de millions d'habitants des pays en développement et que le nombre d'individus souffrant de ces fléaux est désormais supérieur à 1 milliard, le constat est accablant : sur notre planète, une personne sur six lutte quotidiennement pour trouver une nourriture suffisante pour

vivre. Et même si l'objectif initial était atteint et si la proportion de personnes souffrant de la faim était diminuée de moitié, il resterait près de 400 millions de personnes qui n'auraient pas suffisamment à manger.

L'augmentation dramatique du nombre d'affamés – et le fait que ce nombre ait été constamment supérieur à 800 millions au cours des 40 dernières années – indique la fragilité du système alimentaire actuel et la vulnérabilité des pays qui, dans de nombreuses régions du monde, sont sensibles aux chocs externes. La FAO est consciente que l'amélioration de la production et des rendements agricoles n'est pas une solution suffisante. Beaucoup de ces « nouveaux affamés » sont les victimes des crises économiques mondiales qui ont entraîné une réduction des revenus et une hausse du chômage. Les autres ont souffert des catastrophes dues à l'homme ou aux éléments naturels qui ont désorganisé la production agricole et déplacé des dizaines de millions de personnes, parmi les plus vulnérables de la planète.

À PROPOS DE LA FAO

La FAO est une organisation des Nations Unies dont le mandat mondial est de s'assurer que chaque individu de la planète dispose d'une nourriture suffisante. L'Organisation doit néanmoins constater que la guerre contre la faim est loin d'être gagnée, malgré les efforts permanents et concertés qu'elle déploie pour créer un front uni contre la faim en coopérant avec ses États membres et la communauté internationale en vue d'appuyer des politiques et des programmes qui favorisent la sécurité alimentaire.

La FAO est consciente que l'amélioration des rendements agricoles ne suffit pas à garantir la sécurité alimentaire. Les priorités concernant l'élimination de la faim ne peuvent pas être dissociées de celles relatives à la gestion durable des ressources et à la résilience des écosystèmes. Les liens étroits entre la faim, la pauvreté et la dégradation de l'environnement soulignent la nécessité d'adopter des approches multidimensionnelles pour les éliminer et ont joué un rôle important dans l'établissement des priorités de la FAO.

Un dépositaire de connaissances. La FAO est avant tout une dépositaire de connaissances. Son objectif premier est de collecter, d'analyser, de diffuser et d'appliquer des informations qui peuvent être utilisées par les gouvernements des États membres pour définir des normes et des politiques et conduire leurs activités de développement sur le terrain. Il peut s'agir de systèmes de gestion d'informations et de bases de données mondiales qui fournissent des données sur les ressources halieutiques, forestières, agricoles et animales, de systèmes de suivi et de systèmes d'alerte précoce aux phénomènes climatiques, ainsi que de portails Web faciles à utiliser, de manuels, de guides, de bonnes pratiques et de cours d'apprentissage électroniques.

Des activités de terrain. La FAO gère plus de 2000 programmes et projets de terrain dans le monde, ce qui représente des budgets s'élevant au total à près de 800 millions d'USD. Ces programmes et projets peuvent avoir pour objet de coopérer avec des agriculteurs dans leurs villages, avec des scientifiques dans leurs laboratoires, avec des gouvernements et leurs ministères, ou d'être exécutés dans le cadre de des partenariats internationaux. Chaque projet vise à faire mieux connaître et apprécier les divers éléments nécessaires à la réalisation de la sécurité alimentaire. Chaque projet a également un objectif spécifique, celui de résoudre un problème particulier. La FAO fournit les outils et les compétences pour faire la différence et s'efforce toujours de recueillir les meilleures pratiques et de partager l'expérience acquise. Cette approche présente le double intérêt de donner un effet catalyseur aux projets de terrain et de faire en sorte que l'assistance de la FAO soit fondée sur une expérience pratique constamment actualisée.

Des normes et des règles. Au niveau mondial, la FAO produit et supervise des normes et des règles qui contribuent à orienter des activités allant de l'élaboration de réglementations pour le commerce mondial des aliments à la définition de codes pour une pêche responsable. Par ailleurs, la FAO collecte, organise et analyse des informations aux niveaux national, sous-régional et régional. Elle les diffuse ensuite sous la forme d'avis en matière technique, juridique et politique, et conduit des activités conçues pour développer les ressources humaines, renforcer les institutions, lancer des opérations d'urgence, élaborer des projets pilotes et appuyer l'investissement public et privé dans le secteur.

Un forum neutre. La FAO fournit un espace ouvert où les pays peuvent se réunir pour examiner des questions d'importance mutuelle et aboutir à un consensus. Elle accueille de nombreux mécanismes internationaux comme le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, la Convention de Rotterdam applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international, la Convention internationale sur la protection des végétaux et la Commission des ressources

phytogénétiques. Elle fournit chaque année des installations pour l'organisation de centaines de réunions et d'ateliers qui traitent de certains aspects de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Des partenariats. Depuis sa création, la FAO s'appuie sur des partenariats pour créer un front uni et large en vue d'assurer la sécurité alimentaire mondiale. Ses experts – spécialistes de l'agriculture, des forêts, des pêches et de l'élevage, nutritionnistes, sociologues, économistes et statisticiens – coopèrent avec des ministères, des partenaires de la société civile et d'organisations non gouvernementales, des institutions scientifiques et universitaires, le secteur privé, des ménages agricoles et des familles rurales, pour partager l'expérience acquise. Les équipes de la FAO travaillent conjointement avec d'autres institutions des Nations Unies et tout un éventail de mécanismes interinstitutionnels, d'équipes spéciales et de comités, pour optimiser l'usage des ressources et accroître la visibilité des programmes de l'Organisation. La FAO a renforcé sa collaboration avec les Nations Unies, en concluant notamment un partenariat avec les autres institutions du système siégeant à Rome et s'occupant d'alimentation – le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) – afin de répondre plus efficacement au défi posé par la réalisation des OMD.

Une approche de la faim et de la malnutrition. Au début des années 2000, la FAO a élaboré et commencé à promouvoir une double approche pour lutter contre la faim, en liant notamment les interventions d'urgence contre la faim à une stratégie à long terme visant à établir une croissance durable et à renforcer la résilience pendant les crises prolongées. Cette approche prévoit des filets de sécurité indispensables à court terme et des programmes de protection sociale destinés aux plus démunis. Elle veille également à ce que les petits exploitants aient accès aux outils et technologies qui leur permettront de dynamiser la production. À moyen et long terme, la FAO considère que la solution structurelle pour éliminer la faim consiste à accroître la production agricole dans les pays vulnérables aux pénuries alimentaires. Il faudra pour cela procéder à des investissements nationaux et internationaux dans les secteurs agricoles des pays pauvres pour améliorer leur productivité et leur potentiel de revenus.

**SYNERGIES ET PARTAGE DE
L'EXPÉRIENCE ACQUISE ENTRE LES
INSTITUTIONS DES NATIONS UNIES
SIÉGEANT À ROME ET CHARGÉES
DES QUESTIONS D'ALIMENTATION**

Les trois institutions de Rome chargées des questions d'alimentation – le FAO, le PAM et le FIDA – ont une longue tradition de coopération mutuelle. Elles associent leurs compétences et leurs avantages comparatifs afin d'optimiser leur soutien à leurs pays membres. Exploiter les atouts de la FAO en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire, de nutrition et de gestion des ressources naturelles, la capacité du FIDA de verser des fonds indispensables aux pays en développement et celle du PAM de fournir des rations alimentaires aux individus les plus vulnérables de la planète s'est avéré une formule efficace pour que les activités conduites conjointement débouchent sur des résultats positifs.

Ce partenariat modèle concrétise l'objectif des Nations Unies de faciliter la coopération entre toutes ses institutions. Les trois institutions de Rome, qui ont pour mission de coopérer afin d'aider les pays à intégrer leurs objectifs en matière de sécurité alimentaire et de développement rural dans leurs stratégies nationales de réduction de la pauvreté, montrent que la somme de leurs interventions est supérieure aux rôles qu'elles jouent chacune. En 2009, la Conférence de la FAO a approuvé le document sur les orientations relatives à une collaboration entre les institutions dont le siège est à Rome. Ce document, rédigé conjointement par les trois institutions, présente les grandes lignes d'une future collaboration visant à contribuer à la réalisation des OMD et à faciliter la mise en commun des ressources humaines ainsi que des activités administratives et de formation.

LE PROJET « 1 MILLIARD D’AFFAMÉS »

La lutte de la FAO contre la faim
entre dans le monde virtuel.

La FAO utilise les ressources du monde virtuel pour lancer une campagne baptisée « 1 milliard d'affamés ». Reconnaisable à son logo, un sifflet de couleur jaune, cette campagne s'inscrit dans le cadre d'un projet de communication novateur visant à sensibiliser le plus large public au problème de la faim dans le monde et à son ampleur, et à l'encourager à signer une pétition exhortant les gouvernements à agir. Le sifflet jaune est un symbole invitant chaque personne concernée à « siffler » contre une situation intolérable, à savoir qu'un milliard de personnes souffrent de faim chronique dans le monde. En combinant des pétitions en ligne, des messages SMS, des réseaux sociaux tels que Facebook, YouTube et Twitter, ainsi que des événements traditionnels en direct, des affiches et des campagnes publicitaires, la FAO s'est efforcée de sensibiliser les jeunes et les moins jeunes au problème de la faim. Cette campagne est conduite avec l'appui des partenaires de la FAO et des Ambassadeurs de bonne volonté et dans le cadre des événements sportifs et des spectacles qui mettent en exergue le sifflet jaune. Le défi consistant à collecter des millions de signatures commence à peine. La prochaine étape est d'exploiter le million, ou plus, de signatures pour faire pression sur les dirigeants de la planète, de tirer parti du soutien du public et de faire en sorte que l'élimination de la faim soit considérée comme une priorité absolue au plan mondial.

**DES DIRECTIVES PRATIQUES
POUR GARANTIR LE DROIT À
LA NOURRITURE POUR TOUS**

Le droit à la nourriture est le droit fondamental de chacun d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive, non seulement pour être libéré de la faim mais aussi pour mener une vie saine et active. Son but est que chacun ait la capacité de s'alimenter dans la dignité ou dispose d'un accès à la nourriture s'il en est privé. En 2009, les participants à la Conférence de la FAO ont voté pour que le droit à la nourriture soit inscrit dans le nouveau Cadre stratégique de la FAO. Cette décision a représenté une étape décisive dans les efforts déployés pour intégrer ce droit dans les activités de l'Organisation et faire mieux connaître son rôle dans les initiatives mondiales visant à éliminer la pauvreté et la faim.

Cent soixante pays ont ratifié l'accord sur le droit à la nourriture depuis son adoption par les Nations Unies en 1966. Malgré cela, sa mise en œuvre a été lente. Le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 a intégré le droit à la nourriture dans son Plan d'action de Rome. En 2002, lors du Sommet mondial de l'alimentation : *cinq ans plus tard*, la FAO a été invitée à former un groupe de travail pour élaborer une série de directives volontaires appuyant les efforts des États membres pour promouvoir des initiatives en matière de droit à l'alimentation. En 2004, le Conseil de la FAO a adopté ces directives volontaires. La communauté internationale reconnaissait ainsi pour la première fois que l'alimentation était un droit fondamental et se donnait les moyens pratiques pour le faire appliquer. Le groupe de travail de la FAO chargé du droit à la nourriture coopère désormais avec les pays et d'autres acteurs concernés, élaborant des outils et renforçant leurs capacités pour faire appliquer les directives. Il anime des ateliers, fournit des compétences techniques et des avis en matière de politiques, offre une plateforme mondiale d'échange d'expériences et d'enseignements tirés et aide les pays à intégrer le droit à la nourriture dans la législation, les stratégies, les politiques et les programmes nationaux.

À PROPOS DES OMD: LE CADRE GÉNÉRAL

L'engagement pris lors du Sommet du Millénaire de réaliser huit objectifs uniques en matière de développement a créé une forme de mosaïque, chaque objectif ajoutant un élément supplémentaire à une vision plus globale d'un monde meilleur où la faim, la pauvreté, la maladie et l'analphabétisme n'empêchent plus le développement et l'épanouissement de chacun et où les frontières nationales disparaissent lorsque les États coopèrent pour améliorer et soutenir le développement aux plans régional et mondial.

En septembre 2000, les principaux dirigeants de la planète se sont réunis lors du Sommet du Millénaire pendant trois jours, pour ce qui a constitué le plus grand rassemblement de l'histoire. Selon la résolution qui a donné lieu au sommet, le franchissement d'un nouveau millénaire représentait « un moment unique, d'un symbolisme incontournable » pour l'Organisation des Nations Unies, qui a pu réaffirmer la puissance de sa vision et de son engagement en vue d'aider les citoyens des pays les plus démunis de la planète à obtenir de meilleures conditions d'existence d'ici à 2015. Cent chefs d'État, quarante-sept chefs de gouvernement, trois princes de la couronne, cinq vice-présidents, trois vice-premiers ministres et 8 000 autres délégués ont saisi l'occasion qui leur était offerte d'adopter la Déclaration du Millénaire par laquelle les participants au Sommet engageaient leurs pays à former un nouveau partenariat mondial pour atteindre, dans un temps limité, huit objectifs du millénaire pour le développement, à savoir:

- 1: Éradiquer la pauvreté extrême et la faim
- 2: Concrétiser l'éducation primaire universelle
- 3: Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes et rendre les femmes autonomes
- 4: Lutter contre la mortalité infantile
- 5: Améliorer la santé maternelle
- 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
- 7: Préserver durablement l'environnement
- 8: Mettre en place un partenariat durable pour le développement

Les OMD relèvent des pays, qui en sont pleinement responsables. La FAO et d'autres institutions des Nations Unies ont pour tâche d'aider les pays à atteindre ces objectifs, mais leur réalisation incombe entièrement aux gouvernements nationaux.

Bien que chacun des huit objectifs soit un monde à part entière et représente un défi monumental à l'échelle mondiale, ils n'en sont pas moins tous interdépendants. Les efforts pour parvenir à les réaliser doivent donc être multidimensionnels et multisectoriels. Tout progrès accompli dans la réalisation de l'un d'entre eux aura une influence positive sur le succès des autres; tout retard dans la réalisation d'un objectif aura une incidence négative sur la possibilité qu'auront les autres de réussir.

Conformément à son mandat, qui est d'assurer la sécurité mondiale au niveau mondial, la contribution de la FAO la plus directe concerne à l'évidence l'OMD 1, à savoir l'élimination de la faim et de la pauvreté. En outre, les compétences techniques de la FAO dans les domaines de l'agriculture, des forêts, des pêches et de la gestion durable des ressources donnent à l'Organisation un avantage comparatif dans l'orientation des efforts à déployer à l'appui de l'OMD 7, qui est de préserver durablement l'environnement. La faim chronique ralentit les progrès à réaliser pour atteindre tous les OMD, et l'élimination de la faim est cruciale à cet égard. Cela étant, la réalisation des autres objectifs contribuera à atteindre l'OMD 1. En effet, éliminer la faim et la pauvreté sera plus facile si les enfants sont éduqués, si les femmes rurales ont un accès aux intrants et aux services dont elles ont besoin pour prendre soin de leurs familles et si les populations rurales sont en mesure de mener une vie saine.

ILLUSTRER LES INTERDÉPENDANCES ENTRE LES OMD PAR L'EXEMPLE DES FORÊTS

Les forêts apportent une contribution directe à l'élimination de la pauvreté et de la faim (OMD 1) et à la préservation durable de l'environnement (OMD 7). Mais elles jouent aussi un rôle indirect grâce à leurs fonctions environnementales, économiques et sociales. Elles contribuent à réduire la mortalité infantile et à améliorer la santé maternelle (OMD 4 et 5) car elles renforcent la sécurité alimentaire et fournissent des médicaments naturels. Les revenus tirés des forêts aident les familles rurales à envoyer leurs enfants à l'école (OMD 2), les programmes forestiers qui tiennent compte de la parité hommes-femmes facilitent l'émancipation des femmes et améliorent leur accès aux avantages procurés par la forêt (OMD 3) et des mesures liées aux forêts sont prises pour atténuer les incidences négatives du VIH/sida et d'autres maladies.

La section suivante présente chacun des huit OMD, notamment la manière dont ils influent sur, et sont influencés par, le seul objectif qui, selon la FAO et la Déclaration du Millénaire elle-même, a une importance capitale pour la réalisation des sept autres, à savoir l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim.

LA FAO CONTRIBUE À SUIVRE LES PROGRÈS DE LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Les huit OMD ont été assortis de critères spécifiques, quantifiables et de durée limitée, mesurables par 60 indicateurs. La FAO suit et fait rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation des OMD 1 et 7, notamment:

- l'OMD 1, indicateur 1.9: la proportion de la population en dessous du seuil minimum de consommation énergétique alimentaire;
- l'OMD 7, indicateur 7.1: la proportion de terres couvertes par les forêts; indicateur 7.4: la proportion de stocks halieutiques à un niveau biologiquement sûr; indicateur 7.5: la proportion de ressources hydriques utilisées; et (suivis par l'Union mondiale pour la nature) les indicateurs 7.6 et 7.7: la proportion des zones maritimes et terrestres protégées et la proportion d'espèces menacées d'extinction.

Bien que les OMD aient été établis en 2000, les années 1990-1992 fournissent la base de référence permettant de suivre les progrès accomplis. Les données utilisées dans l'établissement de rapports sont collectées par la Division de la statistique de la FAO et au moyen des divers systèmes d'informations mondiaux de la FAO et d'évaluations telles que l'Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA) du Département des forêts, la Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture (SOFIA) du Département des pêches et AQUASTAT, un système d'information mondial sur l'eau et l'agriculture préparé par le Département de la FAO chargé de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. La FAO a aussi mis en place des points de contact pour représenter chacun des huit OMD au sein de l'Organisation.

ODM 1 ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ EXTRÊME ET LA FAIM

On sait que l'extrême pauvreté est la cause profonde de la faim chronique et de la malnutrition. Les pauvres n'ont pas les moyens de se procurer ou de produire la nourriture nécessaire pour mener une vie saine et active et leur résilience aux événements inattendus est moindre.

On sait moins que la faim peut être une cause importante de pauvreté. Pourtant, les chiffres sont clairs, qui nous indiquent qu'un sixième de la population mondiale souffre de la faim et que celle-ci a une incidence sur la santé et la productivité des affamés. Elle est responsable de la perte de millions d'années de vie productive due aux décès prématurés, aux maladies et aux handicaps qui en résultent.

ÉVALUER LE COÛT DE LA FAIM

La valeur escomptée actuelle des coûts combinés de la malnutrition protéino-calorique, de l'insuffisance pondérale des bébés et des carences en micronutriments tels que le fer et l'iode au cours de la vie d'une cohorte d'enfants mal nourris représenterait de 5 à 10 pour cent du PIB du monde en développement, soit un montant de près de 500 à 1 000 milliards d'USD. La combinaison faim-faible productivité-extrême pauvreté est un piège dont les victimes de la faim ont particulièrement du mal à s'extirper.

Compte tenu de l'importance de la faim et de la malnutrition en tant que causes de pauvreté, d'analphabétisme, de maladies et de mortalité, et sachant que 75 pour cent des pauvres de la planète vivent dans les zones rurales des pays en développement, il n'est pas étonnant de constater que celles-ci abritent la plus grande partie des 72 millions d'enfants qui ne fréquentent pas l'école primaire, les 800 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable, les 2,5 milliards de personnes dépourvues de conditions sanitaires adéquates, les 10 millions d'enfants qui meurent chaque année avant d'atteindre l'âge de cinq ans, les 500 000 femmes qui meurent pendant leur grossesse et leur accouchement, les 33 millions de personnes qui vivent avec le VIH et les 2 millions de personnes qui décèdent du sida chaque année.

La faim et la malnutrition ne sont pas limitées aux zones rurales. Certes, on compte davantage de denrées alimentaires disponibles chaque année dans les zones urbaines et les emplois et les services sociaux y sont plus nombreux, mais tout le monde ne peut pas en bénéficier équitablement. Dans les villes, les pauvres, toujours plus nombreux, y compris des migrants, doivent lutter chaque jour pour nourrir leurs familles d'une manière appropriée. Les ruraux qui migrent vers les centres urbains doivent adopter de nouvelles méthodes pour se procurer de la nourriture, la préparer et la consommer. La précarité des logements, l'absence de réseau d'assainissement et d'hygiène, et le manque de services sociaux dans les bidonvilles aggravent les problèmes des pauvres.

Accroître la production alimentaire: une solution partielle. Les derniers chiffres relatifs à la faim sont particulièrement préoccupants car ils indiquent que la malnutrition ne résulte pas d'une offre alimentaire internationale limitée. Les « Perspectives de l'alimentation » de la FAO montrent à cet égard un niveau de production record en 2008 et un niveau à peine inférieur en 2009. La FAO s'évertue depuis longtemps à expliquer que la planète produit assez de denrées alimentaires pour nourrir tous ses habitants et que les problèmes résident avant tout dans l'accès économique, la distribution et le gaspillage.

En d'autres termes, reconnaître que le développement agricole et l'accès à une nourriture nutritive sont essentiels pour éliminer la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition ne suffit pas à gagner la bataille. En effet, les statistiques nous indiquent aussi que l'augmentation des rendements agricoles n'améliore pas à elle seule l'existence et les moyens de subsistance des pauvres et des affamés de la planète. Pour être à la hauteur du problème, les gouvernements doivent procéder à des investissements massifs pour renforcer le secteur éducatif, créer des emplois rémunérateurs dans les milieux ruraux et encourager l'investissement privé responsable dans l'agriculture commerciale et le secteur agro-industriel. Les pauvres et les affamés pourront ainsi améliorer leurs pratiques agricoles ou

seront incités à quitter l'agriculture pour trouver un emploi dans d'autres secteurs économiques. Concrètement, ils ont besoin d'infrastructures.

Les infrastructures. Les pays pauvres n'ont pas les infrastructures nécessaires pour acheminer des produits agricoles frais de leurs zones rurales aux villes ou aux ports d'exportation et ils ne disposent pas des installations d'entreposage ou des moyens de transport pour leurs céréales saisonnières, leurs fruits et légumes frais. Ils doivent donc faire face aux menaces que représentent les infestations de ravageurs ou la détérioration des produits avant qu'ils puissent les consommer ou expédier leurs récoltes excédentaires vers les marchés.

L'accès économique. La crise due à la flambée des prix alimentaires en 2007-2008 a montré qu'une hausse des prix des denrées alimentaires a une incidence énorme sur la faim et la malnutrition parce que de nombreux ménages sont des acheteurs nets de ces produits. Même ceux qui cultivent la plus grande partie de ce qu'ils consomment doivent néanmoins acheter des produits alimentaires pour la famille et donc subir les effets du renchérissement des prix. Il est démontré que la première réaction des ménages pauvres est de réduire leurs dépenses alimentaires et leur consommation d'aliments secondaires. Ces mécanismes d'adaptation influent d'abord sur la diversité (contenu en micronutriments), la sécurité sanitaire des régimes et la taille des portions et en fin de compte sur l'apport énergétique. Les ménages pauvres réduisent également d'autres dépenses, de santé par exemple, ce qui fragilise la situation nutritionnelle des familles vulnérables.

En outre, l'augmentation des coûts des denrées alimentaires peut conduire les ménages pauvres à vendre des actifs tels que le bétail, à rechercher des emplois agricoles et non agricoles, à restreindre leurs achats d'intrants agricoles et leurs dépenses d'éducation. Ces stratégies d'adaptation ont une incidence sur la production future et les recettes et accroissent la vulnérabilité des pauvres.

Paradoxalement, alors que certains pays s'extirpent de la pauvreté, le progrès économique lui-même peut contribuer à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et donc empêcher les pauvres d'acheter des produits alimentaires. La plupart des pauvres de la planète survivent essentiellement grâce à un régime végétarien. Mais les économies nationales s'améliorent et les populations souhaitent diversifier leur régime alimentaire, souvent en ajoutant davantage de produits d'origine animale. Or les animaux sont alimentés avec les mêmes céréales qui pourraient être utilisées pour la consommation humaine, ce qui provoque une hausse de la demande qui a contribué à l'augmentation des prix des céréales dans le monde entier. Parallèlement, les prix mondiaux ont aussi subi des variations spectaculaires, poussés à la hausse par la demande de biocarburants, les subventions accordées aux biocarburants, les prix élevés des engrais et du pétrole et la spéculation sur les produits de base.

À L'APPUI DU SUCCÈS
LA FAO AIDE LES PAYS À RÉALISER LES OMD
GRÂCE AUX PROGRAMMES NATIONAUX
POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'un des plus vastes programmes de l'histoire de la FAO – le Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) – a aidé 106 pays à exécuter des projets pilotes démontrant la manière dont les petits exploitants pourraient utiliser des technologies à faible coût pour augmenter les niveaux de production, améliorer la productivité, diversifier la production alimentaire et, enfin, accroître leur apport alimentaire. Depuis son lancement en 1995 jusqu'à sa finalisation en 2008, le PSSA a contribué à mobiliser 890 millions d'USD pour des activités locales en matière de sécurité alimentaire, avec l'appui de la coopération sud-sud en tant que source de connaissances sur les technologies et les meilleures pratiques viables et adaptées au niveau local.

La priorité, auparavant placée sur les démonstrations pilotes à petite échelle, est désormais donnée à la mise en place de programmes nationaux et régionaux, qui sont des programmes pouvant toucher toute une population victime d'insécurité alimentaire. Près de vingt pays ont déjà commencé à élaborer leurs programmes nationaux et quarante programmes supplémentaires sont en cours d'examen. Chaque programme est spécifique et traduit les besoins particuliers d'un pays. Ils ont tous cependant comme objectif premier de réaliser l'OMD 1 et de donner la priorité à l'investissement dans les infrastructures rurales, à la création d'activités rémunératrices dans les secteurs non agricoles, à l'agriculture en milieu urbain et aux filets de sécurité. Les budgets vont de 30 millions à 2,2 milliards d'USD, selon les besoins et la vision du pays concerné. Certains choisissent de privilégier les infrastructures rurales, d'autres la chaîne de valeur. On notera que ce sont les pays eux-mêmes qui décident des orientations à donner à leurs programmes nationaux et qui, dans de nombreux cas, allouent leurs propres ressources budgétaires à leur exécution.

Le Mexique, par exemple, a mis sur pied un programme stratégique pour la sécurité alimentaire qui cible les régions de son territoire les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et fournit un soutien politique, institutionnel et technique à tous les niveaux. Financé entièrement par le gouvernement du Mexique, ce programme a eu des résultats positifs car il a atteint les objectifs qui lui avaient été fixés et s'est adapté aux changements en matière de direction politique du pays, ce qui signifie qu'il avait été accepté au niveau institutionnel.

En Sierra Leone, où la plupart des ressources sont externes, le gouvernement a tenu fermement les rênes de son PSSA, baptisé « Opération nourrir la nation ». Auparavant, les questions ayant trait aux infrastructures et à la production agricole étaient

considérées comme distinctes. Dans le cadre du PSSA, c'est l'ensemble de la chaîne de valeur qui est examiné pour identifier les mécanismes qui peuvent être les plus avantageux pour les exploitants agricoles.

Dans la région Pacifique, quatorze pays insulaires ont décidé de coopérer dans le cadre du Programme régional pour la sécurité alimentaire, avec le concours de l'Italie, de la FAO et d'une large alliance de partenaires du développement. Il s'agissait dans ce cas d'améliorer la vie insulaire en encourageant les populations à consommer davantage de denrées alimentaires locales et à réduire leur consommation de produits transformés importés. Ce programme présente également l'avantage d'accroître les marchés nationaux qui écoulent les produits des agriculteurs et des pêcheurs locaux. Au plan régional, il contribuera à développer de nouvelles relations commerciales entre les îles. Il s'est appuyé sur la coopération sud-sud, faisant appel à des experts des Philippines et de Chine pour la fourniture d'avis techniques.

La FAO est toujours prête à aider les pays en coopérant avec les équipes nationales pour élaborer, concevoir, préparer et mettre en œuvre leurs programmes nationaux. La FAO fournit des conseillers techniques, organise des échanges d'experts et veille à ce que les programmes soient viables au plan technique.

L'APPROCHE DE LA FAO RELATIVE À L'OMD 1

La FAO a fait prendre conscience à la communauté internationale que des améliorations apportées à la production agricole et à d'autres secteurs connexes avaient pour effet d'augmenter les revenus ruraux et agricoles ainsi que la sécurité alimentaire des ménages. Par ailleurs, la croissance agricole axée sur les petits exploitants favorise l'emploi rural et non agricole, ce qui réduit fortement les facteurs de pauvreté. La FAO a également accru ses efforts pour mettre en place des opérations de secours d'urgence et de redressement visant à réduire la vulnérabilité de ceux qui sont touchés par des catastrophes dues à l'homme ou à des éléments naturels. En facilitant l'accès aux compétences, aux outils, aux services et aux droits qui aident les pauvres ruraux à améliorer leurs propres moyens d'existence d'une manière durable, les programmes qui ont pour but d'éliminer la pauvreté extrême et la faim augmentent l'impact des activités concernant les autres objectifs.

ACTIVITÉS RURALES GÉNÉRATRICES
DE REVENUS (RIGA): TROUVER LES
MOYENS DE SORTIR DE LA PAUVRETÉ

Malgré son importance cruciale, l'agriculture n'est pas l'unique, voire nécessairement, la principale activité, des ruraux pauvres. Les ménages ruraux des pays du monde en développement participent à diverses activités économiques dans le cadre de stratégies complexes pour assurer leurs moyens d'existence. Le projet relatif aux activités rurales génératrices de revenus (RIGA) est le fruit d'une collaboration entre la FAO et la Banque mondiale. Il vise à mieux faire comprendre le rôle de ces activités économiques afin qu'elles puissent être prises en compte dans la planification du développement et de la réduction de la pauvreté.

RIGA fournit à la communauté scientifique internationale du développement une base de données innovantes sur les sources de revenus. Cette base de données est constamment enrichie et comprend actuellement vingt-neuf enquêtes sur dix-sept pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe orientale et d'Amérique latine. Les chercheurs qui travaillent pour les organismes gouvernementaux, les groupes de réflexion publics et privés, les universités et les organisations internationales utilisent les données de RIGA pour étudier diverses questions relatives aux politiques. Les chercheurs et les analystes de la FAO font également un usage considérable de ce corpus de données afin d'étudier des questions telles que la diversification des revenus, les liens entre les activités agricoles et non agricoles, la propriété des actifs, l'incidence sur les ménages des hausses des prix des denrées alimentaires, l'emploi rural salarié, l'agriculture urbaine, la parité hommes-femmes, l'emploi rural et le rôle de l'élevage dans la réduction de la pauvreté.

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE MONDIALE (CSA)
ADOpte UNE RÉFORME ET ÉLARGIT
LA BASE DES PARTIES PRENANTES

Le CSA est un organisme intergouvernemental qui sert de forum au système des Nations Unies pour examiner et suivre les politiques relatives à la sécurité alimentaire. En 2009, le CSA a fait l'objet d'une réforme qui l'a ouvert à un groupe élargi de parties prenantes et a accru sa capacité de promouvoir des politiques destinées à éliminer l'insécurité alimentaire. L'ambition de la réforme était que le CSA devienne la plateforme intergouvernementale et internationale la plus ouverte possible et qu'elle donne la parole à un large éventail d'acteurs du système alimentaire mondial. Ces acteurs coopéreront en vue d'échanger des avis et des expériences et de suivre l'efficacité des actions visant à éliminer la faim et la malnutrition. Dans le cadre de la réforme, le Bureau de treize membres est complété par un groupe consultatif composé de représentants d'institutions et d'autres organismes des Nations Unies, de la société civile, d'organisations non gouvernementales, d'organisations internationales de la recherche agricole, d'institutions financières, du secteur privé et de fondations philanthropiques. Les tâches du Secrétariat du CSA sont partagées par les institutions des Nations Unies siégeant à Rome, c'est-à-dire la FAO, le PAM et le FIDA. Le CSA apportera son soutien aux initiatives nationales de lutte contre la faim, renforcera les liens aux niveaux local, national et régional et formera un groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour s'assurer que les solutions proposées pour éliminer la faim reposent sur les connaissances scientifiques les plus récentes.

DES ATOMES POUR LA PAIX: LA TECHNOLOGIE NUCLÉAIRE DANS L'AGRICULTURE

De la détection d'isotopes qui permet aux chercheurs de déterminer le calendrier optimal d'application des engrais aux technologies de mutation par sélection qui accélèrent le développement de plantes cultivées à haut rendement et résistantes à la sécheresse et aux maladies, le Programme mixte FAO/AIEA des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture aide les États membres à appliquer des technologies nucléaires de pointe pour améliorer la sécurité alimentaire. C'est la seule division mixte du système des Nations Unies et le seul programme des Nations Unies qui possède ses propres laboratoires. Outre les travaux menés dans ses laboratoires, situés près du siège de l'AEIA à Vienne, la division mixte mobilise également des instituts de recherche dans les pays développés et en développement afin qu'ils coopèrent à des projets de recherche coordonnés. Environ six cents institutions de recherche et de stations expérimentales coopèrent actuellement à près de vingt-cinq projets par an. La division mixte a participé à la réussite du projet visant à éradiquer la peste bovine et applique désormais la technique de stérilisation des insectes dans le but de maîtriser la mouche tsé-tsé. Ces deux contributions importantes ont amélioré les moyens d'existence des pauvres dans les régions rurales du monde en développement. Elle fournit également un appui scientifique à plus de deux cents projets de coopération technique nationaux et régionaux.

ÉLIMINER LA FAIM ET LA MALNUTRITION PARMİ LES ENFANTS (REACH)

La FAO s'est associée à l'UNICEF, au PAM, à l'OMS et à des parties prenantes de premier plan pour conduire des actions au niveau national afin d'éliminer la malnutrition des enfants en s'appuyant sur le projet REACH (éliminer la faim et la malnutrition parmi les enfants). La FAO contribue activement au processus REACH, en conduisant des activités de renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et en étudiant les produits alimentaires indigènes pour savoir s'ils peuvent diversifier la production alimentaire locale et améliorer les régimes alimentaires. REACH exploite les efforts existants et l'expérience acquise, favorise les synergies, encourage la généralisation des bonnes pratiques dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé publique et de la protection sociale, et s'emploie à mettre en place des cadres nationaux au sein desquels les activités intersectorielles et interinstitutionnelles peuvent se concentrer sur l'obtention de résultats plus convaincants et durables découlant des efforts en matière de développement et d'aide humanitaire. En Mauritanie, par exemple, les organismes partenaires du projet REACH coopèrent avec les ministères et les ONG pour identifier les activités et les lacunes liées à l'alimentation et la nutrition. En RDP Lao, la FAO a œuvré avec le gouvernement en vue d'élaborer une stratégie nutritionnelle globale, un plan d'action et des directives concernant les mesures à prendre pour interrompre les cycles actuels de la malnutrition. La prévalence de l'insuffisance pondérale chez les nourrissons et les jeunes enfants est un indicateur important dans la lutte engagée pour réduire de moitié le nombre de personnes victimes de la faim.

TIRER PARTI DU PROGRAMME D'ÉCOLE PRATIQUE D'AGRICULTURE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les compétences acquises dans le cadre d'un programme d'école pratique d'agriculture visant à améliorer les compétences agricoles et à faire mieux connaître aux petits exploitants les produits pouvant remplacer les produits chimiques toxiques sont de plus en plus utilisés dans d'autres projets et organisations. Le programme régional de gestion intégrée de la production et des ravageurs mis en place en Afrique de l'Ouest et financé par les Pays-Bas, le FEM et le programme « Tous ACP » de l'UE a permis à 116 000 agriculteurs de quatre pays d'Afrique de l'Ouest d'améliorer leurs rendements et leurs revenus. Tout en poursuivant son mandat initial, qui est d'assurer une formation à la gestion intégrée de la production et des ravageurs, le programme invite d'autres initiatives de développement à coopérer en tirant parti de son infrastructure, qui comprend des unités de coordination nationales efficaces et des centaines d'animateurs formés, et s'appuie sur la confiance mutuelle qui règne entre le personnel des écoles pratiques d'agriculture et les institutions établies aux niveaux du district ou du pays et les communautés locales, ainsi que sur des compétences en matière de traduction des messages en langage compréhensible par les agriculteurs. En conséquence, les projets de développement concernant le riz, le coton, la pollution des eaux de rivière, l'agroforesterie, l'agriculture de conservation, le changement climatique et un éventail de cultures spécialisées utilisent désormais les infrastructures et les compétences des écoles pratiques d'agriculture, et le programme s'est élargi à trois pays supplémentaires.

OMD 2 CONCRÉTISER L'ÉDUCATION PRIMAIRE UNIVERSELLE

L'éducation est depuis longtemps considérée comme un moyen puissant d'éliminer la faim et la pauvreté. Mais ces deux fléaux non seulement persistent mais ils entravent les efforts déployés pour atteindre l'objectif d'une éducation primaire universelle parce qu'ils aggravent la santé des pauvres et compromettent les capacités des enfants à apprendre.

Le manque d'éducation et l'analphabétisme des populations rurales les empêchent d'être productifs, de trouver un emploi et des sources de revenus. Les zones rurales sont très en retard par rapport aux zones urbaines en ce qui concerne la fréquentation des établissements d'enseignement primaire et l'achèvement du cycle primaire, même si l'on sait que chaque année de scolarisation accroît de 10 pour cent la possibilité de se procurer un revenu. Les agriculteurs qui n'ont été scolarisés que pendant quatre ans sont 9 pour cent plus productifs que ceux qui n'ont pas été scolarisés du tout, et le pourcentage passe à 13 pour cent lorsqu'il est associé à la disponibilité d'intrants tels que les engrais et les équipements agricoles.

Reconnaître les besoins des zones rurales. Des enquêtes actuelles indiquent que parmi les 72 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire, 80 pour cent vivent dans les zones rurales où la pauvreté et la faim sont les plus répandues. En outre, les taux de fréquentation et d'achèvement du cycle scolaire sont les plus faibles parmi les enfants ruraux. L'écart entre les garçons et les filles est très net, les filles étant moins susceptibles de s'inscrire dans un établissement primaire, d'en suivre les cours et d'achever le cycle complet d'éducation primaire, d'autant que de nombreuses familles pauvres ne peuvent pas payer les frais de scolarité. Enfin, les familles dépendent souvent de leurs enfants pour des tâches élémentaires comme la collecte du bois de chauffe, le désherbage ou l'entretien des animaux et ne sont donc pas incitées à les envoyer à l'école.

Éduquer les enfants exige une approche globale. Bien que l'objectif de l'OMD 2 soit de concrétiser l'éducation primaire

universelle, ceux qui sont engagés dans sa réalisation reconnaissent qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale comprenant également l'éducation des jeunes et des adultes. Dix ans avant le Sommet du Millénaire, la FAO était présente à la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, qui s'est tenue en Thaïlande. Les participants ont examiné à cette occasion des questions telles que l'analphabétisme et décidé d'aller au-delà du modèle d'éducation primaire, qui ne se concentre que sur l'enseignement de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique aux enfants, en ajoutant des « aptitudes utiles pour la vie » concernant tous les groupes d'âge. En d'autres termes, les participants ont proposé d'élaborer un programme pédagogique permettant aux enfants, aux adolescents et aux adultes de se familiariser avec des matières comme l'agriculture, la nutrition et la santé, et d'acquérir les connaissances pour vivre dans la dignité et être productifs. Les « aptitudes utiles pour la vie » donnent aux étudiants un corpus de connaissances de base pour faire des choix en connaissance de cause pouvant inclure des questions concernant la manière de cultiver, le moment de faire des enfants ou la façon de survivre à un typhon.

Les progrès de la concrétisation de l'éducation primaire universelle dans de nombreux pays en développement sont incontestables. Il est donc désormais nécessaire d'être réaliste et d'envisager la suite à donner. Les enfants qui achèvent l'éducation primaire dans les zones rurales ne seront probablement jamais scolarisés dans l'enseignement secondaire ou supérieur parce que ce type d'établissement n'existe pas dans ces zones et que la plupart des familles rurales n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans les établissements secondaires des zones urbaines. Par conséquent, si tout n'est pas entrepris pour que l'éducation pour tous soit considérée comme une initiative globale visant tous les enfants, adolescents et adultes des zones rurales, il y a peu de chances que les populations des zones rurales pauvres puissent jouer un rôle de premier plan ou contribuent à orienter la politique de leurs pays.

L'APPROCHE DE LA FAO RELATIVE À L'OMD 2

La FAO participe à des programmes et des activités qui ont pour but de réduire la malnutrition des enfants, d'améliorer l'accès des enfants ruraux à l'éducation primaire et de dispenser une éducation et une formation pratique aux jeunes et aux adultes des zones rurales. À l'échelon international, la FAO facilite la formulation de politiques visant à inclure les ruraux dans l'éducation et à faciliter l'échange de bonnes pratiques et de connaissances sur l'éducation dans les populations rurales. À l'échelon national, elle stimule la coopération entre les ministères de l'éducation et de l'agriculture en formulant des stratégies associant le développement rural et les objectifs en matière d'éducation pour tous. La FAO fournit le type d'appui technique qui répond aux besoins d'éducation de base des ruraux et apporte son concours dans des domaines

tels que l'élaboration de programmes de jardins scolaires qui familiarisent les enfants avec l'horticulture tout en fournissant des aliments frais et nutritifs aux programmes d'alimentation scolaire. Elle formule également des programmes d'éducation et distribue des manuels d'enseignement et des matériels d'apprentissage concernant la vie rurale et traitant de questions comme la biodiversité, la sécurité sanitaire des aliments et l'avenir des forêts.

UN PARTENARIAT EN MATIÈRE D'ÉDUCATION POUR LES POPULATIONS RURALES ET UNE BOÎTE À OUTILS MISE À LA DISPOSITION DE TOUS

« L'éducation pour les populations rurales » est un partenariat conduit par la FAO et rassemblant 60 pays, 200 ONG, 30 universités et un ensemble de programmes de terrain et d'organisations locales ainsi que des organisations internationales telles que l'UNESCO. Il propose des activités d'éducation et de formation pratique à tous les citoyens ruraux, y compris ceux qui ne travaillent pas directement pour l'agriculture. En tout, plus de trois cent cinquante partenaires participent à des activités qui comprennent des projets de terrain, de plaidoyer, de politique et de recherche et rapprochent les efforts de ceux qui travaillent dans les secteurs de l'agriculture et de l'éducation. Sous la direction de la FAO, et dans le cadre de ce partenariat, une boîte à outils a été conçue – disponible en ligne – regroupant des matériels de formation pour les vulgarisateurs, les enseignants ruraux, les instructeurs, les parents et les chercheurs engagés dans l'éducation scolaire et extrascolaire des populations rurales.

LE COURS D'INSTRUCTION GÉNÉRALE ENSEIGNE ÉGALEMENT DES COMPORTEMENTS DE SURVIE

« Lorsque l'ouragan est arrivé, mes amies avaient peur. Mais j'avais suivi un cours d'instruction générale et l'on m'avait enseigné ce qu'il fallait faire en cas de tempête. Je savais qu'il fallait protéger mes poulets avec une bâche. Après la tempête, mes poulets étaient encore en vie. Mes amis, qui n'avaient pas suivi le cours, avaient perdu tous leurs poulets. Ce cours a fait de moi une personne à part entière. Si je perds tout demain, je sais comment rebondir grâce aux connaissances acquises. »

Une femme adulte ayant participé au cours d'instruction générale, Nicaragua

OMD 3 PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES ET RENDRE LES FEMMES AUTONOMES

Si l'égalité des sexes est un objectif fondamental en soi, l'élimination des disparités sexuelles est de plus en plus considérée comme indispensable à la réalisation de *tous* les OMD.

L'OMD 3 relatif à l'égalité entre les hommes et les femmes mesure le ratio filles/garçons dans l'éducation, la part des femmes dans l'emploi salarié dans le secteur non-agricole et la proportion de sièges occupés par les femmes dans les mandats nationaux. Bien qu'il s'agisse de domaines incontestablement importants pour l'émancipation des femmes et des filles, l'expérience montre que l'autonomisation exige une approche plus globale comprenant des stratégies visant à améliorer l'accès des femmes au crédit, à la formation et aux droits fonciers. Il faut également des services publics financés de manière adéquate et ayant pour mission d'éliminer les inégalités entre les sexes.

En outre, une priorité insuffisante a été accordée aux questions de la parité dans l'agriculture, ou à la compréhension du rôle des femmes rurales dans l'emploi formel et informel et de la contribution qu'elles apportent à la sécurité alimentaire et à l'élimination de la pauvreté. Dans certaines parties du globe, l'agriculture fournit la plupart des emplois féminins. Pour autant, l'OMD 3 n'intègre pas la participation des femmes dans le secteur agricole, qui est la plupart du temps informel et non salarié. En Afrique subsaharienne par exemple, selon l'OIT, près de sept femmes sur dix travaillent dans le secteur agricole, principalement dans l'agriculture de subsistance.

Si les femmes et les hommes des milieux ruraux apportent tous deux des contributions importantes à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, ce sont les femmes rurales qui ont en général plus de responsabilités en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la nutrition dans les ménages. Hommes et femmes contribuent également à la gestion de la biodiversité, mais les femmes ont souvent davantage de responsabilités quant à la sélection des semences et la plantation des plantes vivrières traditionnelles. Cependant, ces rôles agricoles traditionnels changent sous les effets de la mondialisation, des demandes des marchés externes et du changement climatique, et ils doivent faire l'objet d'un suivi pour que l'égalité des sexes reste un objectif réalisable.

Promouvoir l'égalité des sexes relève du bon sens. La FAO considère que l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux ressources, aux biens, aux services et à la prise de décision est l'un de ses 11 objectifs clés en matière d'agriculture et de développement rural pour les dix prochaines années. La FAO s'efforce depuis longtemps de traiter les aspects sexospécifiques de la pauvreté et de la faim dans les programmes qu'elle élabore pour aider les pays membres à corriger les inégalités aux niveaux local, régional et national.

Dans un monde dans lequel les populations rurales subissent de plus en plus l'impact des crises mondiales comme celles de la flambée des prix des denrées alimentaires, du changement climatique et de l'augmentation rapide du nombre de catastrophes naturelles graves, il est essentiel de cibler en priorité les membres des communautés les plus vulnérables.

Les activités de la FAO concernant l'égalité entre les sexes consistent à veiller à ce que les programmes et les projets encouragent la participation équitable des femmes et des hommes des milieux ruraux à la prise de décision, à l'exercice de leurs droits fondamentaux et à l'accès aux ressources et à leur contrôle. La FAO coopère avec des institutions locales, la société civile et les ministères publics pour que les politiques et les programmes de développement tiennent compte davantage de la parité et soient socialement plus ouverts.

Les données ventilées par sexe indiquent la situation réelle en matière de parité. L'incidence de l'inégalité entre les sexes sur les zones rurales reste souvent cachée parce que les données agricoles fiables, ventilées par sexe et par âge, sont insuffisantes. Il manque également des bases de données mondiales qui confirment l'universalité de ces problématiques. Pour combler ces lacunes, la FAO a élaboré une méthodologie et des matériels de formation visant à renforcer les capacités des pays membres à produire et exploiter des données et des statistiques ventilées par sexe.

Les programmes de la FAO sont axés sur l'autonomisation des ruraux pauvres et mettent un accent particulier sur la promotion de l'égalité des sexes dans le contexte de l'amélioration de la sécurité alimentaire, et sur le développement rural et agricole, c'est-à-dire deux facteurs qui contribuent à leur tour à la réduction de la pauvreté. Pour réaliser ces objectifs, la FAO coopère avec les pays pour augmenter leurs capacités à collecter, analyser, manipuler et représenter les données ventilées par sexe et par âge. Elle coopère également avec d'autres partenaires des Nations Unies et les équipes de pays des Nations Unies pour faire mieux comprendre et traiter les problématiques de l'égalité entre les sexes dans le contexte de l'agriculture et du développement rural. En exploitant des informations sexospécifiques qualitatives et quantitatives, les gouvernements peuvent élaborer des stratégies de développement agricoles adéquates, des interventions et des plans de développement qui prennent en considération les priorités et les besoins des femmes et des hommes des milieux ruraux, et s'en servir comme fondement pour le développement durable dans le secteur agricole et rural.

LA PRIORITÉ ACCORDÉE AUX FEMMES RURALES EST ESSENTIELLE POUR RÉALISER TOUS LES OMD

Alors que les pays du monde s'efforcent d'atteindre les OMD, il est essentiel de faire mieux comprendre le lien qui existe entre l'égalité des sexes et la réalisation de tous les OMD. Pour l'OMD 1, la participation des femmes rurales à la production agricole et au marché du travail contribue à éliminer la pauvreté et la faim et à stimuler la croissance économique. S'agissant des OMD 2 et 4, le manque d'accès des femmes à l'éducation et à des actifs débouche sur des taux élevés de mortalité des nourrissons et des enfants. Pour l'OMD 5, le nombre le plus élevé de décès maternels est observé dans les zones rurales et s'explique par le manque d'accès des femmes à des services de soins d'obstétrique. Concernant l'OMD 6, l'inégalité entre les sexes joue un rôle dans la propagation du VIH et du sida. Enfin, le rôle des femmes rurales dans la gestion quotidienne des ressources naturelles et de la gestion durable des terres, des eaux et de la biodiversité est lié à la préservation de la stabilité de l'environnement.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE: LA DIFFÉRENCIATION SEXUELLE EST ÉVIDENTE

Selon une étude conduite dans une région rurale de l'Inde, les agriculteurs et les agricultrices qui vivent dans des régions vulnérables aux sécheresses ont des perceptions et des réponses différentes aux événements climatiques extrêmes, aux variations climatiques et aux changements climatiques à long terme. La FAO et des institutions indiennes locales de l'Andhra Pradesh, avec le concours de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), ont conçu le projet de recherche « Stratégies d'adaptation au changement climatique et parité hommes-femmes: les expériences des agriculteurs indiens ». Ce projet a pour but d'analyser la manière dont les agriculteurs interprètent des variations climatiques, telles que l'accroissement de la sécheresse au cours des trente dernières années, ainsi que leurs stratégies d'adaptation. En s'appuyant sur des informations rassemblées au moyen d'analyses qualitatives et d'enquêtes quantitatives, des groupes

de réflexion et des analyses météorologiques et institutionnelles, le projet donne un tableau plus complet des aspects sexospécifiques des risques et des stratégies d'adaptation et montre combien il est important d'inclure des analyses du genre en préparant les politiques et les stratégies futures d'adaptation au changement climatique.

L'étude a mis en évidence que les femmes – qui sont les responsables de la sécurité alimentaire et de la santé dans la famille – subissent des charges de travail de plus en plus lourdes tandis que les hommes sont soumis à la pression de conditions économiques incertaines. Plus précisément, l'étude a mis en évidence les facteurs suivants:

- perceptions: les perceptions des agriculteurs concernant la diminution des pluies et l'imprévisibilité du climat au cours des 30-40 dernières années coïncident avec les archives météorologiques et les données collectées pendant la même période dans la région;
- impacts: les hommes sont plus enclins à indiquer que le changement climatique influe sur la production agricole tandis que les femmes indiquent plus volontiers qu'il a une incidence sur la santé ; par ailleurs, les femmes (26,4 pour cent) indiquent plus fréquemment que les hommes (7,4 pour cent) que les femmes sont les plus touchées par la sécheresse;
- stratégie de préservation des moyens d'existence: les hommes préfèrent migrer pour chercher un emploi rémunéré tandis que les femmes s'efforcent de trouver un emploi rémunéré plus proche de leur domicile lorsque le climat devient imprévisible;
- pénurie alimentaire: 17 pour cent des femmes indiquent que les femmes mangent moins dans le cadre d'une stratégie d'adaptation contre 5 pour cent des hommes seulement; toute la famille est néanmoins touchée par l'insécurité alimentaire, en particulier les enfants;
- informations climatiques: 21 pour cent des femmes et 47 pour cent des hommes ont accès à des informations sur le climat; les recommandations du gouvernement concernant les changements de cultures ou d'autres informations agricoles permettant de s'adapter à la sécheresse ne sont diffusées qu'aux agriculteurs car très peu de femmes sont considérées comme des « agricultrices », une désignation déterminée par la propriété foncière.

L'étude a montré que le sexe est le plus grand facteur de prévision de l'appui institutionnel, bien supérieur à la caste ou à la taille de la propriété foncière.

OMD 4 LUTTER CONTRE LA MORTALITÉ INFANTILE

Chaque année, près d’onze millions d’enfants meurent avant d’avoir atteint leur cinquième anniversaire. Parmi eux, huit millions sont âgés de moins d’un an. La plupart de ces enfants qui meurent sont victimes d’un très petit nombre de maladies parfaitement guérissables comme la diarrhée, la pneumonie, le paludisme et la rougeole, et ils survivraient si leur organisme et leur système immunitaire n’avaient pas été affaiblis par la faim et la malnutrition. Les carences en vitamines et en minéraux essentiels augmentent le risque de décès résultant des maladies infantiles. La carence en vitamine A, par exemple, accroît le risque de mortalité due à la diarrhée, à la rougeole et au paludisme de 20 à 24 pour cent.

Améliorer la santé par une alimentation complémentaire. La FAO a été particulièrement engagée dans les efforts pour améliorer l’alimentation complémentaire des nourrissons et des jeunes enfants, veillant à ce que les aliments donnés en complément du lait maternel contiennent suffisamment de micronutriments et soient consommés en quantités permettant à l’enfant de se développer et de grandir harmonieusement. On sait que l’apport d’aliments nutritifs et adéquats est essentiel pour briser le cycle de la pauvreté et de la faim. Pourtant, près de 200 millions d’enfants de moins de cinq ans souffrent de symptômes chroniques ou aigus de malnutrition et, dans de nombreuses régions du monde en développement, plus d’un tiers de tous les enfants souffrent de carences en micronutriments.

Éliminer la faim et améliorer la nutrition réduit la mortalité infantile. Une analyse des tendances récentes confirme que la mortalité infantile a chuté plus rapidement dans les pays qui ont progressé le plus rapidement dans l’élimination de la faim. Réduire la prévalence de l’insuffisance pondérale des enfants de 5 pour cent seulement pourrait sauver la vie de 30 pour cent d’enfants qui meurent entre les âges d’un et cinq ans. Selon le rapport de la FAO intitulé *L’état de l’insécurité alimentaire dans le monde* (SOFI 2005), une étude menée dans cinquante-neuf pays en développement

a indiqué que la prévalence de l’insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans atteignait 45 pour cent. Elle a également montré que les succès enregistrés entre 1966 et 1996 pouvaient être imputés à l’amélioration de la nutrition et à la réduction de la proportion d’enfants souffrant d’insuffisance pondérale.

Au travers de divers programmes ciblés, la FAO a prouvé qu’une éducation pratique à la nutrition, notamment en montrant comment préparer les aliments aux mères et aux soignants, contribue à améliorer la qualité du régime alimentaire des enfants, en particulier lorsque les démonstrations sont liées à des activités qui facilitent l’accès des ménages à des aliments nutritifs, comme l’entretien de potagers familiaux ou d’animaux domestiques.

DES RECETTES DE VIE: UNE ALIMENTATION Saine, un bébé HEUREUX, une famille DYNAMIQUE

La malnutrition aiguë peut être facilement prévenue si le bébé est exclusivement nourri au sein jusqu’à l’âge de six mois et si des aliments nutritifs lui sont donnés en complément jusqu’à l’âge de deux ans. Mais les communautés pauvres, n’ayant pas souvent les moyens d’acheter les aliments complémentaires dont ils auraient besoin, doivent les produire localement. La publication FAO-UNICEF intitulée *Healthy Food, Happy Baby, Lively Family: Improved feeding practices and recipes for Afghan children and mothers* contient une série de conseils généraux et de recettes visant à améliorer les connaissances familiales en matière de nutrition et à fournir des idées et des compétences pratiques pour ajouter des espèces potagères plus nutritives dans les jardins familiaux, lesquelles, une fois préparées, seront servies aux repas des enfants. Les recettes élaborées ont été testées avec les mères et les enfants. L’ouvrage est distribué aux travailleurs sociaux des gouvernements, aux ONG et à d’autres acteurs engagés dans les domaines de la nutrition des enfants et la sécurité alimentaire de la famille. La FAO élargit désormais ce programme et prépare des livres de recettes pour d’autres pays, y compris La RDP Lao et le Cambodge.

L'APPROCHE DE LA FAO RELATIVE À L'OMD 4

L’objectif de la FAO est d’aider les enfants sains et d’augmenter les chances d’un enfant de devenir un adulte en bonne santé et productif. Les estimations montrent que près de cinq millions d’enfants meurent chaque année à cause de la faim et de la malnutrition, deux fléaux qui ne peuvent pas être traités en vase clos. La FAO appuie donc des programmes qui ont pour but d’améliorer la sécurité alimentaire des ménages et de s’assurer que les enfants ont accès à des régimes appropriés du point de vue nutritionnel. Elle élabore et exécute des programmes visant à aider les ménages pauvres par des initiatives axées sur les communautés, la conception et la diffusion de matériels de formation sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, ainsi que la mise au point et l’exécution de programmes d’éducation à la nutrition pour la famille et les personnels locaux et nationaux. La FAO anime aussi un forum sur la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition des communautés. Ce forum propose des réunions informelles, des consultations d’experts, des réseaux et des sites Web interactifs pour faciliter les échanges d’informations, la collaboration et le partage des enseignements tirés. Ces activités comprennent la production d’informations sur la nutrition et leur diffusion aux décideurs politiques et aux professionnels de santé et à tous ceux qui prennent les décisions en matière de nutrition au sein de la famille.

OMD 5 AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE

Un demi-million de femmes meurent de complications liées une grossesse et à un accouchement chaque année. La plupart de ces décès auraient pu être évités si les femmes concernées avaient eu accès à une nourriture et des services de santé adéquats. Mais ce constat sombre ne s'arrête pas là. En effet, ces décès ont un effet cumulatif qui rend la situation encore plus terrible.

Les enfants qui ont perdu leur mère ont 10 fois plus de risques de mourir prématurément que ceux qui ne l'ont pas perdue. Les femmes mal nourries donnent beaucoup plus souvent naissance à des bébés présentant une insuffisance pondérale. C'est également le cas des femmes ayant souffert d'un retard de croissance pendant leur enfance. D'autre part, les jeunes filles qui sont enceintes avant l'âge de 18 ans aggravent la situation. En effet, les jeunes filles qui sont enceintes précocement cessent de se développer et limitent également la croissance de l'enfant qu'elles portent, ce qui contribue au cycle intergénérationnel de restriction de croissance. Dans certains pays en développement, plus de 30 pour cent des enfants présentent une insuffisance pondérale à la naissance, ce qui les condamne au risque accru de décès pendant l'enfance.

Presque tous ces décès – 99 pour cent – se produisent dans le monde en développement où la mortalité maternelle est en général de 100 à 200 pour cent supérieure à celle observée dans les pays industrialisés. Cette situation est bien entendu étroitement liée à l'incidence élevée de la faim et de la malnutrition qui existe dans le monde en développement, et au fait que dans les zones rurales de ces pays, la charge de travail énorme qui pèse sur les femmes, la pauvreté de leur régime alimentaire et la fréquence et la précocité de leurs grossesses ont des conséquences néfastes sur leur état de santé général.

En déployant ses efforts pour améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire, la FAO fournit une assistance technique,

notamment sous la forme de politiques et de programmes qui reconnaissent la nécessité de mieux informer le public sur les bienfaits de régimes alimentaires sains et d'accroître les niveaux de nutrition. La FAO a identifié plusieurs moyens de lutter contre les causes de la mauvaise santé des femmes. Le premier est de s'attaquer directement et résolument à l'amélioration de leur situation nutritionnelle. Parallèlement, des mesures globales doivent être adoptées pour améliorer le niveau des services sociaux, éducatifs et sanitaires accessibles aux femmes, renforcer la situation juridique ainsi que le droit de posséder des actifs et d'en hériter, intégrer l'éducation à la nutrition dans les programmes scolaires nationaux, accroître la sensibilisation nutritionnelle des femmes, introduire des technologies économisant la main-d'œuvre et pouvant réduire les charges de travail des femmes, et enfin agir au niveau des politiques pour renforcer la sécurité alimentaire.

UNE MÉTHODE D'ENQUÊTE SUR LA DENDROÉNERGIE CONTRIBUE À RÉDUIRE LA CHARGE DE TRAVAIL DES FEMMES

Dans le monde en développement, la collecte du bois de chauffe est la plupart du temps du ressort des femmes. Cette tâche prend beaucoup de temps. Si elle n'est pas effectuée d'une manière rationnelle et durable, elle peut contribuer au déboisement. La Carte globale intégrée de l'offre et de la demande de bois de feu (WISDOM) est une méthodologie qui appuie la planification stratégique de la dendroénergie. Élaborée par la FAO en collaboration avec l'Institut d'écologie de l'Université nationale du Mexique, cette méthodologie a eu également comme effet de réduire les charges de travail des femmes et d'améliorer la santé et les revenus des familles tout en contribuant à l'utilisation durable et raisonnée de la ressource. Grâce à des enquêtes WISDOM conduites sur des lieux spécifiques et des activités de renforcement des capacités, les communautés locales sont formées à la gestion durable de leurs ressources en combustibles ligneux. Il en résulte une amélioration des rendements, une diminution du temps consacré à la collecte et une réduction de la pollution intérieure. La méthodologie WISDOM est utilisée aux plans national et régional pour fournir des vues globales de l'ensemble du secteur de la dendroénergie.

L'APPROCHE DE LA FAO RELATIVE À L'OMD 5

La FAO se charge de la sensibilisation nutritionnelle des femmes, notamment dans les zones rurales, encourage le développement et l'introduction de technologies qui économisent la main-d'œuvre et fournit une assistance technique pour mieux faire connaître au public les bienfaits d'un régime alimentaire sain et équilibré. Elle apporte son concours à la formation des travailleurs sociaux et des vulgarisateurs agricoles aux questions de nutrition, et coopère avec des membres respectés des communautés, y compris les grands-mères, les chefs religieux, les accoucheuses et les guérisseurs traditionnels, en partageant des informations nutritionnelles actualisées qu'ils peuvent intégrer dans leurs activités communautaires. Par ailleurs, la FAO appuie les politiques nationales visant à fournir de meilleurs soins de santé et à renforcer la sécurité alimentaire des ménages, ce qui contribue à améliorer la santé maternelle.

OMD 6 COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES

On compte à l'heure actuelle près de 33 millions de personnes vivant avec le VIH et le sida, huit millions de nouveaux cas actifs de tuberculose chaque année et plus de 300 millions d'attaques de paludisme aigu. Pour lutter contre ces fléaux, il est essentiel notamment de reconnaître le lien entre la malnutrition et les maladies infectieuses. Comme dans d'autres aspects du développement, la malnutrition est à la fois une cause et un résultat de la propagation de ces maladies, ou d'autres, qui sont enracinés dans la vie même des habitants du monde en développement.

Le sida, le paludisme et la tuberculose tuent plus de six millions de personnes chaque année, la plupart dans les zones rurales des pays les plus pauvres de la planète. Le sida était à l'origine un problème principalement urbain qui touchait plus d'hommes que de femmes. L'épidémie a désormais gagné les zones rurales et 95 pour cent des personnes qui vivent avec le VIH et le sida – et en meurent – se trouvent dans les pays en développement. En fait, 143 millions d'enfants âgés de moins de 18 ans ont perdu un ou deux parents par suite du sida ou d'autres causes dans 93 pays en développement.

Reconnaître le lien entre le sida et l'agriculture. L'incidence du VIH/sida sur l'agriculture et la sécurité alimentaire a été négligée pendant de nombreuses années. À l'origine, l'épidémie était considérée comme un problème de santé publique et le rôle potentiel du secteur agricole dans la prévention et l'atténuation de son impact n'était pas reconnu. La FAO a conduit les activités visant à identifier et décrire les interdépendances entre le sida et l'agriculture. Sa démarche a été systématique. La FAO a commencé par démontrer l'incidence du sida dans des milieux ruraux choisis. Sur cette base, elle a progressivement identifié les possibilités d'interventions institutionnelles dans le domaine agricole, en élaborant des réponses spécifiques et en expérimentant les interventions prometteuses. Suite à ces travaux précurseurs, il est désormais largement reconnu que le VIH/sida représente un obstacle majeur pour la sécurité alimentaire dans le

contexte mondial actuel. Tous les aspects de la sécurité alimentaire – à savoir la disponibilité, la stabilité, l'accès à la nourriture et son utilisation – subissent les effets négatifs du sida. L'épidémie paupérise les ménages ruraux d'une manière irréversible, les plongeant dans l'indigence.

Lutter contre les menaces zoonotiques. Les populations qui vivent dans les zones rurales sont aussi confrontées aux menaces que représentent les zoonoses telles que la fièvre de la vallée du Rift (FVR), l'une des maladies virales les plus dangereuses, transmises par les ruminants à l'homme par les moustiques et d'autres insectes suceurs de sang. La plupart des cas chez l'homme restent relativement bénins mais une petite proportion des patients développe une pathologie beaucoup plus grave. Les flambées virales sont généralement liées à l'augmentation des précipitations qui influent sur les populations de moustiques. La FAO et l'OMS surveillent donc les données climatiques et utilisent des systèmes d'alerte précoce et détectent les flambées de FVR dans les zones rurales.

Dans les régions rurales du monde en développement, des millions de ménages sont plongés dans la faim et la pauvreté par la maladie et la mort des soutiens de familles. Il ne faut pas oublier non plus le coût du soutien accordé aux orphelins et à toutes les personnes dépendantes, et celui des soins dispensés aux malades. Quant aux maladies que sont le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, elles sont directement liées à la faim et la malnutrition, qui altèrent le comportement des individus et affaiblissent leurs organismes et leurs systèmes immunitaires et donc accroissent dans de fortes proportions leur vulnérabilité.

La faim et la pauvreté contraignent les hommes à migrer vers des zones urbaines peuplées pour trouver un emploi, obligent les femmes à se livrer à la prostitution ou à d'autres formes de relations sexuelles dangereuses pour gagner de l'argent, et forcent les enfants à abandonner l'école. Tous ces facteurs augmentent considérablement le risque d'infection. Par exemple, les jeunes ayant été peu ou pas du tout scolarisés sont deux fois plus susceptibles de contracter le VIH que ceux qui ont achevé le cycle de l'enseignement primaire. Autre exemple, les patients infectés par le VIH qui sont mal nourris sont plus vulnérables aux infections opportunistes qui accélèrent la progression du VIH et entraînent la mort. Par ailleurs, la tuberculose se propage rapidement chez les pauvres dont le système immunitaire est affaibli par la malnutrition et qui vivent dans des milieux surpeuplés. Enfin, les attaques de malaria aiguë sont plus courantes et plus mortelles chez les enfants et les femmes enceintes qui souffrent déjà d'anémie ou de carences nutritionnelles.

L'APPROCHE DE LA FAO RELATIVE À L'OMD 6

Une nourriture adéquate constitue une contribution immense à la lutte contre la maladie. Une élimination durable de la malnutrition exige l'intégration de la sécurité alimentaire, de la santé publique et de la protection sociale à tous les niveaux. La FAO a conçu des services d'appui spéciaux tels que les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les orphelins atteints du VIH/sida et des programmes de nutrition dans les zones rurales pour contribuer à l'atténuation des effets du VIH, du paludisme et d'autres maladies.

DES MILLIONS D'ORPHELINS APPRENNENT LA VIE ET L'AGRICULTURE GRÂCE AU PROGRAMME DES ÉCOLES PRATIQUES DE LA FAO

La FAO, ainsi que le PAM et d'autres partenaires, a mis sur pied des écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie, dans le cadre d'un programme de 12 mois qui suit le cycle de culture. Ce programme s'adresse aux orphelins et aux enfants vulnérables âgés de 12 à 18 ans et leur transmet des connaissances sur la vie et l'agriculture. Il commence là où les parents se sont arrêtés et comprend un enseignement des bonnes pratiques agricoles et de l'esprit d'entreprise, et l'acquisition d'aptitudes utiles pour la vie. Le PAM fournit une aide alimentaire sous la forme de repas chauds et de rations à emporter, tandis que la FAO élabore le programme scolaire et fournit les compétences agricoles. Outre l'enseignement en salle de classe et sur le terrain, le programme développe l'estime de soi des enfants et réduit leur vulnérabilité à la grande pauvreté et à des stratégies d'adaptation qui les exposeraient au risque du VIH ou d'autres maladies.

DE L'HÔPITAL AU POTAGER ET À UNE NUTRITION AMÉLIORÉE: L'IMPORTANCE DES UNITÉS DE RÉHABILITATION NUTRITIONNELLE

La FAO fournit une assistance technique aux projets de potagers familiaux dans les communautés touchées par le VIH de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. Les unités de réhabilitation nutritionnelle par exemple ciblent les enfants qui souffrent de malnutrition et procèdent à des interventions nutritionnelles d'urgence apportant une aide alimentaire et médicalisée. Elles forment également des personnes qui s'occupent des enfants à la production artisanale de légumes ou aux petits systèmes d'élevage ainsi qu'aux règles essentielles de la nutrition. Les personnes qui s'occupent des enfants reçoivent des informations de base sur la nutrition, la santé et l'hygiène. Elles apprennent également les liens qui existent entre la nutrition et le VIH/sida et l'importance des jardins familiaux et des petits systèmes d'élevage pour obtenir de meilleurs régimes alimentaires. Elles participent également à des démonstrations sur la manière de préparer les aliments et reçoivent une boîte à outils qu'elles peuvent emporter à leur domicile et comprenant des semences de légumes et des outils de base qui leur permettront de créer leur propre jardin. Associer la formation à la fourniture d'intrants agricoles améliore l'accès des ménages aux légumes tout au long de l'année et contribue à bonifier les régimes alimentaires. Par ailleurs, une nutrition améliorée dynamise le système immunitaire, ralentit la progression du VIH, accroît l'efficacité des médicaments (notamment les antirétroviraux) et peut aider l'organisme à repousser certaines maladies et à accélérer les périodes de rétablissement.

OMD 7 PRÉSERVER DURABLEMENT L'ENVIRONNEMENT

Nul ne dépend plus directement des ressources de l'environnement et des services écosystémiques que les ruraux pauvres. Ils font un usage quotidien du sol et de l'eau pour l'agriculture et la pêche, des forêts pour l'alimentation, le chauffage et le fourrage, de la biodiversité d'un large éventail de plantes et d'animaux, domestiqués et sauvages. Leur existence est intimement mêlée au milieu ambiant de telle manière qu'ils sont à la fois les gardiens indispensables des ressources environnementales et les premières victimes des dégradations écologiques.

Du fait que 30 pour cent des terres de la planète sont utilisées pour l'agriculture et le pâturage, que 30 pour cent sont boisées et que 70 pour cent de l'eau douce extraite sert à l'agriculture, il est incontestable que l'agriculture doit être au centre de tout débat portant sur la gestion des ressources naturelles et les objectifs mondiaux en matière d'environnement.

L'OMD 7 est assorti de nombreux objectifs qui vont du ralentissement du déboisement à la conservation de la biodiversité, et de la préservation des sols et des ressources hydriques à la protection des pêches mondiales. Réaliser chacun de ces objectifs dépend dans une certaine mesure de la capacité des pays à s'adapter aux effets du changement climatique ou à les atténuer. Le changement climatique a déjà apposé son empreinte sur la planète entière, mais il semble menacer plus immédiatement le secteur agricole, y compris les forêts et les pêches, où il accroît considérablement les risques pour la production et la vulnérabilité des pauvres, notamment dans les régions qui souffrent déjà d'une pénurie chronique de sols et d'eau, d'une exposition élevée aux variations climatiques extrêmes, de la faim et de la pauvreté. En d'autres termes, les pays en développement souffriront le plus du changement climatique alors que leurs populations sont les moins aptes à s'adapter.

La menace est d'autant plus grave que 75 pour cent des pauvres de la planète vivent dans les zones rurales des pays en

développement. Elle doit être prise très au sérieux parce que la croissance démographique pèse d'une manière incroyable sur les ressources naturelles et que les variations climatiques ont une incidence sur ce que les individus cultivent et consomment, au point que le spectre de la faim se fait de plus en plus menaçant. La FAO estime que la production agricole devra augmenter de 70 pour cent d'ici 2050 pour nourrir la population mondiale. Or près de 10 pour cent seulement de cette augmentation proviendra de la disponibilité de nouvelles terres. Environ 80 pour cent des augmentations futures de la production agricole dans les pays en développement devront être réalisées par des moyens d'intensification des cultures, ce qui montre l'urgente nécessité de mettre en place des systèmes intégrés aux rendements et à la durabilité plus élevés. Il a maintes fois été observé que la faim peut conduire les populations à pratiquer le surpâturage ou à cultiver des parcours fragiles, à déboiser leurs zones forestières ou surexploiter leurs eaux, mettant ainsi en péril les ressources dont dépend leur survie. Plus récemment, les agriculteurs ont délaissé les cultures de subsistance traditionnelles au profit de cultures de rente, semble-t-il plus lucratives, et plantent des variétés commerciales exotiques ou à rendement élevé. Ce remplacement des variétés locales est l'une des causes principales de l'érosion génétique.

DES EFFORTS PARALLÈLES POUR PARVENIR À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET À LA PÉRENNITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

La FAO, toujours à la pointe des efforts pour réaliser la sécurité alimentaire mondiale, conduit désormais plusieurs combats parallèles, reconnaissant que les efforts pour améliorer la sécurité alimentaire d'une population mondiale en augmentation et contenir le changement climatique peuvent être déployés sur un seul et même front, celui des communautés de pêcheurs, de forestiers et d'agriculteurs de la planète.

Les forêts. Les forêts couvrent 30 pour cent des terres de la planète et contiennent la plus grande partie de la biodiversité terrestre et davantage de carbone que l'atmosphère. Elles sont vitales pour les moyens d'existence des ruraux, la biodiversité, la fourniture d'énergie et la protection des eaux et des sols. La FAO encourage la gestion durable des forêts en mettant ses compétences techniques forestières à la disposition des États membres par le biais de projets de terrain et en maintenant un flux bidirectionnel d'informations entre les activités normatives et celles de terrain.

Les pêches. Plus de 500 millions de personnes tirent leurs moyens d'existence directement du produit des pêches et de l'aquaculture. Pour 2,9 milliards d'individus, le poisson représente au moins 15 pour cent des besoins en protéines. Cependant, la plupart des stocks halieutiques marins les

plus importants du point de vue économique et social sont totalement exploités, et 19 pour cent de ces stocks seraient surexploités et 8 pour cent épuisés. En s'efforçant de préserver l'avenir des stocks halieutiques mondiaux et d'assurer la pérennité des pêches, la FAO traite les problèmes environnementaux, sociaux et institutionnels résultant de conditions internes et externes aux pêches en prônant une approche écosystémique et une action coordonnée aux niveaux national, régional et mondial.

Les terres agricoles. Dans le monde, une personne sur trois est affectée d'une façon ou d'une autre par la dégradation des terres, qui concerne désormais près de deux milliards d'hectares. Or cette dégradation diminue la productivité agricole et perturbe des fonctions écosystémiques vitales. La FAO encourage la gestion durable des terres afin que les ressources terrestres soient utilisées d'une manière optimale, ce qui crée une situation gagnant-gagnant: l'accroissement de la productivité des terres renforce la sécurité alimentaire tout en améliorant la séquestration du carbone et la résilience des écosystèmes qui sont nécessaires pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter.

L'eau. L'utilisation de l'eau dans le monde a augmenté au moins deux fois plus vite que le taux de croissance de la population humaine. De plus en plus de régions sont confrontées à un approvisionnement en eau dont la fiabilité atteint ses limites alors que le changement climatique bouleverse le système des précipitations et le rend imprévisible. Les actions de la FAO en matière de gestion des ressources hydriques sont très diverses: utilisation de technologies qui indiquent l'acheminement précis de l'eau jusqu'à la rhizosphère, élaboration de stratégies pour fournir des points d'eau au bétail, mise en valeur de l'aquaculture, fourniture d'avis sur des questions techniques et d'élaboration de politiques à des États membres et des groupements régionaux, en particulier ceux qui doivent concilier la pénurie d'eau avec le développement agricole. La FAO considère que l'investissement dans l'amélioration de la maîtrise et de la gestion de l'eau est une priorité mondiale.

DE NOUVEAUX OUTILS PERMETTENT AUX PAYS DE CONTRÔLER LEURS RESSOURCES EN EAU

Dans le cadre d'AQUASTAT, le système d'information mondial de la FAO sur l'eau et l'agriculture, la FAO a exécuté sur une période de deux ans un projet visant à renforcer les capacités nationales du Bénin et de l'Éthiopie en matière de surveillance de leurs ressources en eau. Ce

projet a débouché sur une nouvelle méthodologie de surveillance des ressources en eau qui peut être appliquée dans d'autres pays. La FAO met actuellement en œuvre un nouveau projet visant à former les pays participants à l'application de la nouvelle méthodologie. Renforcer les capacités des pays à surveiller l'utilisation qu'ils font de leurs propres ressources hydriques permet de mieux informer les décideurs, qui peuvent ainsi élaborer des interventions et des programmes axés sur les zones rurales en mettant l'accent sur la gestion de leurs maigres ressources en eau.

BIODIVERSITÉ

Les plantes cultivées, les animaux d'élevage, les organismes aquatiques, les arbres forestiers, les micro-organismes et les invertébrés – soit des milliers d'espèces et leur variabilité génétique – composent la mosaïque de la diversité dans les écosystèmes qui sont à la base de la production agricole et alimentaire mondiale. Cette biodiversité est indispensable, qu'il s'agisse d'insectes pollinisateurs de plantes, de bactéries microscopiques nécessaires à la fabrication du fromage ou des milliers de variétés de plantes vivrières qui assurent la sécurité alimentaire dans le monde. Pourtant, cette biodiversité, et en particulier la diversité génétique, disparaît à une vitesse alarmante. L'érosion de ces ressources affaiblit aussi le potentiel d'adaptation de l'agriculture à de nouvelles conditions socio-économiques et environnementales, comme la croissance de la population et le changement climatique.

La FAO, par le biais de sa Commission intergouvernementale sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, joue un rôle de premier plan dans les activités concernant la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et le partage juste et équitable découlant de leur utilisation par les générations présentes et futures. Elle conduit des évaluations, réalisées par les pays, de la situation mondiale de la biodiversité dans l'alimentation et l'agriculture, fournit un forum permanent où les gouvernements examinent et adoptent des politiques mondiales concernant la biodiversité dans l'alimentation et l'agriculture, et aide les pays à mettre en œuvre des plans d'action et d'autres accords que la Commission élabore. En 2001, la Commission a parachevé les négociations du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

TRAITÉ INTERNATIONAL SUR LES RESSOURCES PHYTOGÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rien qu'au siècle dernier, plus des trois-quarts des plantes vivrières connues ont disparu, irréversiblement et irrévocablement, et avec elles tous les caractères génétiques uniques qu'elles avaient acquis au cours des millénaires et qui leur avaient permis de survivre dans leur milieu. Des caractères qui pourraient fournir des solutions cruciales aux problèmes posés par le changement climatique, qui modifie les conditions de croissance et dégrade les ressources naturelles. Le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, adopté en 2001 après sept années de négociations et signé par plus de 123 pays, est hébergé par la FAO. Il propose aux pays des approches innovantes pour conserver et partager ce qu'il subsiste de la diversité phytogénétique mondiale dans le cadre d'un système multinational d'accès et de partage des avantages. Le Traité reconnaît la contribution énorme que les agriculteurs ont apportée au cours des millénaires au développement et à la conservation des ressources génétiques. Il prévoit également le partage des avantages découlant de l'usage de ces ressources sous la forme de dons et de projets qui sont désormais une réalité. En outre, le Traité contribue à l'adaptation de nos plantes vivrières aux nouvelles conditions créées par le changement climatique et encourage la conservation de divers systèmes de cultures et des connaissances qui leur sont associées.

Organismes et maladies transfrontières. Le changement climatique ouvre de nouvelles voies de migration aux organismes nuisibles, aux maladies des plantes et des animaux et aux organismes aquatiques exotiques envahissants, car l'élévation des températures leur permet d'envahir des lieux dans lesquels ils ne pouvaient pas survivre auparavant. Des maladies comme le virus du Nil occidental et la peste porcine africaine, qui ne sévissaient autrefois que dans les régions tropicales, se sont propagées dans d'autres régions de la planète. En outre, d'autres maladies animales et organismes nuisibles pour les plantes, comme la fièvre aphteuse, la grippe aviaire et la rouille du blé UG99, se propagent dans les pays sous l'effet du commerce international et de la circulation des personnes, des animaux et des biens. La FAO a pris l'initiative de lutter contre les maladies et les organismes transfrontières en travaillant en partenariat avec des organisations telles que l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) afin d'aboutir à des engagements politiques et établir les formes de partenariats public-privé et les mécanismes de coordination nécessaires pour mettre en œuvre des stratégies de lutte et de prévention efficaces.

ÉRADICATION DE LA PESTE BOVINE: UNE ORGANISATION TRANSFRONTIÈRE POUR RÉSOUDRE UN PROBLÈME TRANSFRONTIÈRE

Le programme élaboré en 1994 par la FAO pour éradiquer la peste bovine – connue depuis l'empire romain – est l'un des plus grands succès de l'histoire de l'épidémiologie vétérinaire. Des références à cette maladie mortelle figurent dans des rapports sur la famine qui a accompagné la chute de l'empire romain, la conquête de l'Europe chrétienne par Charlemagne, la Révolution française, la paupérisation de la Russie et la colonisation de l'Afrique. Au dix-huitième siècle, la peste bovine a tué deux cents millions de bovins en Europe de l'Ouest, et au dix-neuvième siècle, une épidémie a exterminé jusqu'à 90 pour cent du bétail de l'Afrique subsaharienne. Grâce à son Programme mondial d'éradication de la peste bovine (PMEPB), la FAO a fourni une plateforme mondiale destinée à améliorer les systèmes vétérinaires et les laboratoires de diagnostic et à promouvoir des campagnes de vaccination collaboratives. Résultat, la dernière flambée connue de peste bovine remonte à 2001, ce qui laisse penser que l'éradication mondiale a bien été réalisée.

Le sous-secteur de l'élevage, dont la croissance est rapide, représente 43 pour cent de la valeur de la production agricole mondiale, et assure la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de plus d'un milliard de personnes. Il est donc essentiel de pouvoir compter sur une vision élargie des efforts déployés pour lutter contre les maladies animales, telles que la peste bovine par exemple, qui peuvent facilement franchir les frontières.

ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ADAPTATION À SES EFFETS AU MOYEN DE L'AGRICULTURE

Des mesures d'adaptation efficaces peuvent gérer la portée et la nature des incidences négatives du changement climatique. Le degré d'efficacité dépendra cependant d'ajustements et de changements à chaque échelon: communautaire, national, international. La capacité à s'adapter variera beaucoup d'un pays à l'autre, d'une communauté à l'autre, et en fonction notamment du niveau de développement. En général, les stratégies d'adaptation préférentielles déboucheront sur des actions ayant de multiples avantages aux plans économique et environnemental.

L'agriculture, y compris les forêts et les pêches, souffre de l'incidence du changement climatique, mais elle y contribue également. Selon le Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC), l'agriculture contribue à hauteur de 13,5 pour cent aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ce pourcentage ne comprend que la production agricole réelle et non les activités directement liées à l'agriculture telles que la fabrication et l'emploi d'engrais et la conversion des terres. Si l'on ajoute ces éléments de la « chaîne de valeur », l'élevage seul représente 18 pour cent du total. Si l'on ajoute un autre niveau au scénario, l'agriculture a aussi le potentiel pour faire partie de la solution.

Terres agricoles. Les terres agricoles et les champs peuvent séquestrer des gaz à effet de serre et parallèlement améliorer la fertilité des sols. Fait important, 70 pour cent du potentiel d'atténuation pourrait être réalisé par la séquestration du carbone dans les pays en développement. En fait, la séquestration peut être augmentée par l'ajout de matière organique dans le sol, dont le carbone est le principal élément. Ainsi, en employant ou en améliorant des pratiques agricoles telles que le travail superficiel du sol et la culture biologique, qui accroît la matière organique du sol grâce aux engrais « verts », au compostage ou au paillage, et en utilisant des cultures pérennes pour couvrir le sol, la teneur en matière organique du sol augmente, ce qui a des effets bénéfiques sur la teneur en nutriments, la capacité de rétention d'eau, la structure et la fertilité, et accroît les rendements et la résilience.

Production de biocarburants. L'usage accru de biocarburants serait un moyen d'atténuer les effets du changement climatique car il permettrait de réduire la consommation de carburants fossiles et donc leurs émissions de gaz à effet de serre. Mais la production des biocarburants peut également modifier les caractéristiques fondamentales du marché des produits agricoles et du secteur de l'énergie. En effet, la production de biocarburants, qui devrait augmenter de près de 90 pour cent pour atteindre 192 milliards de litres d'ici à 2018, pourrait faire concurrence à la

production alimentaire traditionnelle, d'autant que les cultures bioénergétiques et les cultures vivrières se disputeront l'accès aux ressources en eaux et en terres.

Forêts. Le changement climatique et les forêts sont intimement liés. Les forêts subissent déjà l'incidence des changements climatiques à l'échelle de la planète, qui se traduisent notamment par des températures annuelles moyennes plus élevées, des régimes de précipitations modifiés et des événements météorologiques plus fréquents et extrêmes. Le réchauffement climatique et les sécheresses accrues ont augmenté la fréquence des infestations de ravageurs et des incendies de forêt et accéléré les modifications concernant les populations d'espèces animales et végétales. Ces bouleversements ont eu des effets très négatifs sur la santé et la productivité des forêts. Parallèlement, les forêts piègent et stockent du dioxyde de carbone, ce qui leur confère un rôle majeur dans l'atténuation du changement climatique. Les forêts et les sols forestiers de la planète stockent actuellement plus de 600 trilliards de tonnes de carbone. La destruction des forêts rejette quant à elle presque 6 milliards de tonnes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère chaque année. Une gestion durable des forêts peut réduire la déforestation et la dégradation des forêts. Associée à la restauration de la forêt, elle peut augmenter la séquestration du carbone.

L'APPROCHE DE LA FAO RELATIVE À L'OMD 7

La grande diversité des biens et des services fournis par les écosystèmes naturels et agricoles doit être préservée afin de pouvoir répondre aux besoins alimentaires de la population et d'assurer la pérennité d'autres services économiques, sociaux et environnementaux. La FAO encourage la gestion intégrée des terres, des pêches, des forêts et des ressources génétiques en proposant un éventail de bonnes pratiques telles que l'agriculture de conservation, l'agriculture biologique, la lutte intégrée contre les ravageurs, la gestion durable des terres, les systèmes intégrés cultures-élevages, la gestion des parcours et des bassins versants, des pratiques de conservation et d'utilisation responsable de l'eau, des approches écosystémiques des pêches et de l'aquaculture et la protection de la biodiversité. Elle recommande également l'emploi de pratiques de gestion écosystémique, par exemple dans des environnements menacés. Elle aide par ailleurs les personnes qui vivent dans des zones marginales au moyen de programmes d'amélioration des moyens d'existence.

La FAO consacre une part considérable de ses ressources et de ses efforts à la réalisation de ces objectifs, qui sont au cœur de sa démarche relative à l'OMD 7. Elle s'emploie parallèlement à faciliter les partenariats et la collaboration entre divers acteurs représentant les communautés, les gouvernements, le secteur privé et les institutions internationales afin qu'ils accroissent leurs contributions à l'OMD 7.

LE FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM) ET LA FAO: UNE COMBINAISON STRATÉGIQUE

Le FEM, une organisation financière indépendante, est le plus important bailleur de fonds pour les projets visant à améliorer l'environnement. La FAO, qui coopère avec le FEM depuis sa création en 1991, est son agent d'exécution depuis 2006. Elle a donc un accès direct à toutes les ressources du FEM, ce qui lui permet d'aider les États membres à élaborer et exécuter les projets sur lesquels ils s'appuieront pour relever des défis environnementaux de plus en plus complexes. La FAO collabore aussi avec le secrétariat du FEM et contribue à l'élaboration des stratégies relatives à ses domaines d'intervention. Le FEM a alloué un montant de plus de 8,8 milliards d'USD et un autre de plus de 38 milliards d'USD au cofinancement de plus de 2 400 projets dans 165 pays en développement et économies en transition.

LE CODE DE CONDUITE POUR UNE PÊCHE RESPONSABLE À L'ORIGINE D'UNE MESURE VISANT À LUTTER CONTRE LA PÊCHE ILLICITE

Le Code de conduite pour une pêche responsable, qui est un ensemble de directives adoptées par les États membres de la FAO en 1995, est un instrument international non contraignant qui prône une pêche responsable et une gestion raisonnée à long terme. Une étude de la FAO a indiqué que le code est devenu une référence en matière de politique dans la plupart des pays. Il est également à l'origine de quatre plans d'action internationaux, le plus récent étant l'Accord de 2009 sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Cet accord reconnaît que le moyen le plus efficace et le moins coûteux de lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée est d'accroître la diligence et la capacité des États du port à identifier et à rejeter les bateaux de pêche qui transportent des captures illégales. Cet accord est le fruit d'une consultation d'experts tenue en 2007 sous les auspices du Code et suivie de quatre sessions d'une consultation technique. Voté lors de la Conférence de la FAO en 2009, le Code est désormais ouvert à la signature avant de devenir un instrument international contraignant.

L'ÉVALUATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES MONDIALES (FRA) FAIT LE BILAN DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DE L'OMD 7

Lorsque la FAO a été instituée en 1945, ses fondateurs, craignant que le manque de bois puisse freiner la reconstruction de l'Europe après la seconde guerre mondiale, ont considéré que l'industrie du bois pourrait aider les pays pauvres à développer leurs économies, notamment les pays tropicaux. Ils ont donc créé la Division des forêts et des produits forestiers au sein de la FAO afin d'évaluer l'offre et la demande de bois. La FAO a donc produit un annuaire des produits forestiers et conduit des évaluations des ressources forestières mondiales à des intervalles de cinq à dix ans. À l'heure actuelle, l'évaluation porte naturellement sur d'autres thématiques que le bois. L'évaluation des ressources forestières mondiales 2010 (FRA 2010) est l'évaluation des forêts la plus complète jamais entreprise. Elle comprend des informations collectées et analysées provenant de 233 pays et régions. La FAO coopère avec les pays eux-mêmes à la conception et à la mise en œuvre. En ce qui concerne FRA 2010, plus de 900 contributeurs ont participé à la collecte et à l'évaluation des données. FRA 2010 fournit des informations précieuses aux responsables des politiques nationales et aux organisations internationales sur un éventail de thèmes tels que la diversité biologique, l'état sanitaire et la vitalité, les fonctions socio-économiques, les rôles de protection et de production, les cadres juridiques et institutionnels orientant leur conservation, leur gestion et leur utilisation. FRA 2010 fournit de nouvelles informations qui pourront être exploitées par l'indicateur de l'OMD 7 sur les forêts, et présente des données sur les stocks de carbone forestiers dans tous les pays, qui peuvent être utilisées pour la modélisation du changement climatique.

OMD 8 METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les OMD 1-7 visent des objectifs qui doivent être atteints en grande partie grâce aux efforts des pays en développement. L'OMD 8, quant à lui, définit la responsabilité des pays industrialisés qui doivent appuyer ces efforts. La FAO a joué un rôle de plaidoyer dans l'établissement d'un partenariat mondial pour le développement qui contribuera à la croissance soutenue du commerce agricole, à l'accroissement important de l'aide au développement des services sociaux de base et du secteur agricole, ainsi qu'à la croissance qui permettra de pérenniser les avantages de l'agriculture à long terme.

Dans le cadre des activités propres à son mandat, qui est d'éliminer la faim et d'améliorer l'agriculture et la sécurité alimentaire, la FAO accorde une grande importance aux besoins particuliers des pays insulaires, enclavés et les moins avancés. Ses activités de plaidoyer tirent un parti maximum des partenariats établis avec les gouvernements des États membres, les Nations Unies, les institutions intergouvernementales, les organismes donateurs, la société civile et le secteur privé.

La FAO a été l'une des premières institutions du système des Nations Unies à reconnaître l'imminence de la crise alimentaire lorsque les premiers signes avant-coureurs sont apparus en 2006. L'Organisation a lancé l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires de quatre à six mois avant que les autres institutions aient commencé à réagir à la situation. Le public a pu ainsi être informé de la crise et des ressources ont pu être identifiées, qui ont aidé certains des pays les plus pauvres à éviter une catastrophe encore plus tragique.

En 2008, après deux décennies de recul de l'investissement dans l'agriculture, le *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale prévenait que le secteur agricole devait être prioritaire dans les politiques de développement si l'on voulait réaliser les OMD. Il signalait

aussi que la croissance agricole est de deux à quatre fois plus susceptible d'éliminer la pauvreté rurale que la croissance d'autres secteurs économiques. Au cours des décennies précédentes, le pourcentage de l'assistance au développement de l'agriculture avait reculé, passant de 17 pour cent en 1980 à 4 pour cent en 2003.

Continuer de faire mieux comprendre la nécessité d'établir des partenariats renforcés et d'investir dans l'agriculture. Bien avant la publication en 2008 du Rapport sur le développement dans le monde, la FAO s'était déjà employée à sensibiliser le public à la nécessité d'investir dans l'agriculture et la sécurité alimentaire, notamment en organisant le premier Sommet mondial de l'alimentation (SMA) en 1996. Cet événement marquant a été suivi du Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, tenu en 2002, de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire et du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de 2009, autant de manifestations qui ont permis d'attirer l'attention sur la nécessité de contribuer au développement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Le Sommet sur la sécurité alimentaire de 2009 a adopté les cinq principes d'une sécurité alimentaire mondiale durable, à savoir investir dans des plans pris en charge par les pays, renforcer des partenariats dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, stimuler une coordination stratégique, et œuvrer en vue d'améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire aux niveaux national, régional et mondial. Le Sommet a notamment souligné la nécessité d'appuyer la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) qui, en tant qu'élément central du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition « constituera la principale plateforme internationale et intergouvernementale ouverte, regroupant un large éventail de parties prenantes ayant pris l'engagement de travailler ensemble de façon coordonnée et à l'appui de processus impulsés par les pays pour l'élimination de la faim et la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'ensemble de l'humanité. »

Aider les pays en développement à s'intégrer dans le commerce mondial. La mondialisation des échanges progressant chaque jour, l'importance d'aider les pays en développement à créer leurs infrastructures commerciales prend tout son sens. Il s'agit en particulier d'établir un système commercial multilatéral réglementé, équitable et ouvert qui reconnaisse la nécessité d'aider le commerce agricole et alimentaire, et de mettre en place des politiques commerciales qui renforcent la sécurité alimentaire. La FAO est profondément engagée dans ces initiatives, non seulement au travers des programmes et des instruments les plus visibles comme le Codex Alimentarius et la Convention internationale pour la protection des végétaux, mais aussi par les efforts qu'elle déploie pour mobiliser l'aide financière et

fournir une assistance visant à augmenter la productivité dans l'agriculture, les pêches et les forêts, à renforcer les capacités sur le plan de l'offre et à mettre en place des infrastructures.

L'APPROCHE DE LA FAO RELATIVE À L'OMD 8

La FAO coopère en permanence avec ses États membres aux fins d'élaborer des programmes régionaux et nationaux pour la sécurité alimentaire. Elle collecte, évalue et met à disposition des données sur l'agriculture, les pêches, les produits, la nutrition et le développement durable, et conseille les gouvernements et les communautés rurales en ce qui concerne la gestion et l'utilisation d'informations agricoles au moyen de l'apprentissage électronique, de boîtes à outils, de directives et de bonnes pratiques.

LE FONDS POUR LA RÉALISATION ACCÉLÈRE LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OMD

Le Fonds mondial pour la réalisation des OMD a été créé pour accélérer la réalisation des OMD et améliorer l'efficacité de l'aide. Le Fonds appuie les efforts qui exploitent la puissance collective du système des Nations Unies notamment ceux de plusieurs institutions qui collaborent afin de résoudre des problèmes recoupant les mandats de chacune d'elles. Il intervient dans tous les programmes de pays de la FAO par le biais du système des Nations Unies et en collaboration avec des dizaines d'organisations gouvernementales et non gouvernementales allant des associations d'agriculteurs aux alliances nationales et aux ministères, et veille à garantir l'appropriation et la conduite locale des processus de développement. Le Fonds a été établi en décembre 2006 grâce à une contribution de 710 millions d'USD du gouvernement espagnol au système des Nations Unies. La FAO joue un rôle dans 74 projets approuvés par ses soins, dont 64 sont déjà opérationnels, pour un budget total de 82,9 millions d'USD.

HAÏTI: LA FAO, LE FIDA ET LE PAM COOPÈRENT AU REDRESSEMENT

En janvier 2010, un tremblement de terre a dévasté Haïti, faisant 200 000 morts et des millions de personnes affamées et sans abri. Au lendemain de la catastrophe, les trois institutions des Nations Unies de Rome, c'est-à-dire la FAO, le FIDA et le PAM, ont décidé de renforcer leur partenariat dans le pays. Ces institutions, en collaboration avec d'autres donateurs et institutions financières, sont convenues d'associer leurs ressources et leurs compétences uniques afin d'aider de manière coordonnée le gouvernement haïtien à mettre en œuvre une stratégie de redressement à long terme. Celle-ci porte essentiellement sur le développement rural et la croissance du secteur agricole et doit assurer la sécurité alimentaire à long terme d'Haïti.

DES PARTENARIATS NATIONAUX ET MONDIAUX CONTRE LA FAIM

L'Alliance internationale contre la faim a été créée conformément à la recommandation du Sommet mondial de l'alimentation en 2003 par la FAO et trois autres institutions siégeant à Rome, à savoir le FIDA, le PAM et Bioversity International. Partenariat mondial dont le but est de promouvoir le dialogue institutionnel au niveau des pays concernant la lutte contre la faim, l'Alliance rassemble des institutions locales, nationales et internationales. Elle a facilité la création d'alliances nationales contre la faim dans 34 pays sur cinq continents. Si l'Alliance internationale œuvre au niveau mondial, les alliances nationales agissent localement en vue de mobiliser la société civile, le secteur privé et les gouvernements et de les inciter à renforcer la volonté politique de lutter contre la faim et la malnutrition.

LE CODEX ALIMENTARIUS

À mesure que les systèmes agricoles et de transformation des aliments deviennent de plus en plus complexes et que le commerce mondial se mondialise pour répondre aux besoins alimentaires de populations en expansion, il est d’une urgente nécessité de mettre en place des systèmes qui protègent la santé des consommateurs et instaurent des pratiques équitables dans le commerce des denrées alimentaires. La Commission du Codex Alimentarius, fondée par la FAO et l’OMS, est l’organe des Nations Unies qui joue ce rôle. Ses activités sont très variées. La Commission peut déterminer, par exemple, la quantité résiduelle de pesticides qui peut être tolérée dans une plante cultivée lors de la récolte, indiquer la nature des additifs alimentaires qui peuvent être utilisés ou encore décrire les caractéristiques qualitatives des fruits et des légumes frais. Il s’agit d’une organisation internationale chargée d’établir des normes alimentaires internationales, des codes d’usage et des directives pour protéger le consommateur et promouvoir des pratiques loyales dans le commerce des aliments. Le Codex compte plus de 180 États membres qui coopèrent à l’occasion de débats ouverts par le biais de près d’une vingtaine de comités scientifiques internationaux. Le Codex n’édicte pas de lois, il établit des normes volontaires que les États membres peuvent utiliser comme lignes directrices pour définir leurs propres cadres juridiques et réglementaires applicables à l’alimentation. L’OMC s’appuie sur les normes du Codex et les utilise comme référence dans les litiges commerciaux. Il est donc essentiel que les pays qui souhaitent importer ou exporter des produits alimentaires s’assurent que leurs lois sont compatibles avec les normes du Codex.

PAYS INSULAIRES DU PACIFIQUE: COOPÉRER POUR SURMONTER LES CONTRAINTES

Les pays insulaires du Pacifique sont caractérisés par un certain nombre de contraintes régionales et nationales, d’atouts et de handicaps. L’éloignement, des contraintes de logistique, une base de ressources naturelles étroite et l’épuisement des ressources causé par la fréquence des catastrophes naturelles sont autant de handicaps qui ont ralenti la croissance économique de ces pays, dont un quart des habitants sont classés comme pauvres. Le Programme d’appui aux moyens d’existence durables et à la sécurité alimentaire des pays insulaires du Pacifique, mis en œuvre conjointement par la FAO, le FIDA et les pays concernés, a pour but de contribuer à l’amélioration de la sécurité alimentaire des pauvres et des populations vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, des pays insulaires du Pacifique. Ses objectifs sont: d’améliorer la disponibilité d’aliments nutritifs et l’accès à leur consommation; d’accroître durablement la production et la productivité de l’élevage et de l’agriculture, y compris celles des pêches et de l’agroforesterie; de favoriser l’accès des communautés vulnérables, notamment les ménages vivant dans des lieux éloignés et les femmes, à des services agricoles durables, aux intrants et aux marchés, en améliorant les infrastructures et les systèmes d’approvisionnement; et de renforcer les capacités, les instruments politiques et les actions stratégiques aux niveaux national et régional pour assurer une sécurité alimentaire immédiate et à long terme et être en mesure de relever les défis liés au commerce. Les pays insulaires du Pacifique offrent la possibilité d’établir et de coordonner des partenariats conformément aux déclarations de Paris et du Pacifique sur l’amélioration de l’efficacité de l’aide.

LE PROGRAMME MONDIAL POUR L’AGRICULTURE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: RENDRE L’AIDE PLUS PRÉVISIBLE

Le Programme mondial pour l’agriculture et la sécurité alimentaire est un fonds de financement multidonateurs administré par la Banque mondiale. Il s’agit d’un outil fondamental pour mener à terme les engagements pris lors des sommets du G8 de L’Aquila et du G20 de Pittsburg. Ce nouveau mécanisme, lancé en avril 2010, se penchera sur le problème du sous-financement des plans d’investissement dans la sécurité alimentaire et l’agriculture aux niveaux national et régional. Il est appelé à rendre plus prévisible la lutte contre la faim et la pauvreté. Les donateurs ont promis lors de son lancement de verser 880 millions d’USD. La FAO coopère avec des pays à faible revenu, les aide à préparer des plans et des stratégies d’investissement dont le manque de ressources pourrait être compensé financièrement par le Programme, qui a été conçu pour fournir des dons, des prêts et des placements en actions visant à accroître la productivité agricole, connecter les agriculteurs aux marchés, réduire le risque et la vulnérabilité, améliorer les moyens d’existence des ruraux hors agriculture, fournir une assistance technique et renforcer les capacités.

PAYER EN ÉCHANGE DE L’ÉMISSION DE CARBONE CONTRIBUE À PROTÉGER LES FORÊTS MONDIALES

Les pays développés et les pays en développement ont élaboré, au terme d’une coopération unique en son genre, un plan international qui permet aux pays et aux entreprises privées de compenser leurs émissions de carbone en payant les nations plus pauvres afin qu’elles puissent préserver leurs forêts. Intitulé Programme des Nations Unies de réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (UN-REDD), ce plan favorise le dialogue et les négociations internationales par le biais d’un appui technique et du renforcement des capacités. Il aide également les pays en développement à préparer et à mettre en œuvre des stratégies et des mécanismes de réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts. La FAO, le PNUD et le PNUE coopèrent en vue de renforcer les capacités des pays à collecter des données et à assurer le suivi des projets, deux activités indispensables au bon fonctionnement du mécanisme. On estime que les paiements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre pourraient atteindre 30 milliards d’USD par an. Ce mécanisme devrait permettre d’assurer une meilleure protection des forêts, et les fonds versés pourraient également appuyer des initiatives en matière de développement, de conserver la biodiversité et de mettre en place des services écosystémiques vitaux.

CONCLUSION

Lorsque les huit objectifs du Millénaire pour le développement ont été fixés au Sommet du Millénaire de l'année 2000, rien d'aussi ambitieux n'avait jamais été entrepris. Au début, toutes les institutions des Nations Unies ont dû faire face à la même page blanche depuis quinze ans, aux mêmes questions sans réponses sur la manière d'utiliser leurs compétences considérables pour aider les pays à réaliser ces objectifs. Pour les Nations Unies, il fallait explorer des terrains non balisés jusqu'alors, et donc fixer des objectifs, des indicateurs, choisir des méthodologies pour interpréter les données et affecter des responsabilités redditionnelles de telle manière que toute la famille des Nations Unies pourrait être solidaire dans la réalisation de ces objectifs de développement communs sans précédents.

Aujourd'hui, alors que dix ans viennent de s'écouler depuis le début du processus, la vision est désormais plus précise et la poursuite des OMD s'est avérée un thème fédérateur pour les Nations Unies. Le présent rapport témoigne à cet égard de la profondeur et de l'ampleur de l'engagement pris par les Nations Unies en général et par la FAO en particulier.

La FAO consacre plus de la moitié de son effort total à aider les pays à réaliser l'OMD 1 qui est d'éliminer la pauvreté et la faim, et un cinquième de cet effort à la réalisation de l'OMD 7, qui est de préserver durablement l'environnement. Mais elle n'oublie jamais que les huit objectifs apparemment distincts sont bel et bien indissociables. Lorsque la FAO a initialement affecté des points de contact à chacun des OMD, elle s'est livrée à un travail énorme de mise en correspondance pour faire apparaître les liens existant entre les huit objectifs dans l'ensemble de l'Organisation.

En 2005, cinq ans après le début du processus, la FAO a mis en place un mécanisme interne de soutien interdisciplinaire à la contribution de la FAO à tous les OMD. En 2006, la FAO a créé un Comité externe de haut niveau sur les Objectifs du Millénaire pour le développement pour conseiller le Directeur général sur la pertinence et l'incidence des programmes de la FAO dans la réalisation des OMD. Le Comité a mis l'accent sur l'OMD 1 et l'OMD 7 tout en reconnaissant l'importance des huit objectifs. La FAO a aussi déployé des efforts concertés pour identifier et mobiliser des partenaires pouvant fournir des compétences dans des domaines complémentaires et accroître l'efficacité et l'impact de ces activités.

Nous savons aujourd'hui, selon le rapport du Secrétaire général des Nations Unies intitulé *Tenir les engagements pris: bilan prospectif visant à promouvoir un programme d'action concerté afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015*, qu'un certain nombre de pays ont obtenu des succès importants dans leurs efforts pour réaliser les objectifs fixés, y compris certains pays parmi les plus pauvres. Reconnaisant qu'au cours des dix dernières années, notre monde a dû faire face à des crises humanitaires et économiques imprévues déclenchées par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme, ces succès démontrent clairement que les OMD sont réalisables si les politiques, les investissements et le soutien international sont appropriés.

Le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde a récemment atteint un record historique. Force donc est de constater que l'objectif du Millénaire pour le développement numéro 1 – éradiquer l'extrême pauvreté et la faim – est l'un des objectifs les moins performants de tous. On note cependant certains signes encourageants aux niveaux national et régional et, suite à des décennies d'expérience dans la mise en œuvre, nous pouvons affirmer qu'il est possible d'obtenir des résultats rapides et durables dans l'élimination de la malnutrition et de la faim. Ces signes sont d'autant plus importants que nous faisons tout notre possible pour réaliser les OMD d'ici 2015, car éliminer la faim et la malnutrition est déterminant pour la réussite des autres OMD.

À cinq ans du bilan final, le mot d'ordre est « accélérer ». Il est crucial d'accélérer les interventions, d'accélérer l'adoption des politiques de soutien, d'accélérer la démultiplication des succès et la diffusion des enseignements tirés au cours de ce projet mondial. Certes, la FAO, qui a intégré et internalisé ses responsabilités en matière d'OMD, affiné sa vision de ce qui doit être fait et mobilisé des partenaires, est désormais prête à faire tous les efforts nécessaires au cours des cinq prochaines années pour aider ses membres à réaliser leurs objectifs.



Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome (Italie)

Tél.: (+39) 06 57051
Télécopie: (+39) 06 57053152
Courriel: FAO-HQ@fao.org

LA **FAO** ET LES
HUIT OBJECTIFS DU
MILLENAIRE POUR
LE DÉVELOPPEMENT



www.fao.org